

Le marché international de la banane, étude géographique d'un «système commercial»

J.-C. MAILLARD*

LE MARCHÉ INTERNATIONAL DE LA BANANE,
ETUDE GEOGRAPHIQUE D'UN «SYSTEME COMMERCIAL».

J.-C. MAILLARD.

Fruits, Jul.-aug. 1985, vol. 40, n° 7-8, p. 437-458.

RESUME - Dans cette onzième livraison, l'auteur achève l'évocation de la production africaine qu'il a commencée et fait un rapide bilan de l'évolution de la spéculation bananière en Asie et en Océanie depuis ses origines.

La Somalie et les petits producteurs de l'Afrique anglaise, belge, espagnole, française ou portugaise.

Si le Cameroun et la Guinée s'imposent dès les années 1930 au premier rang de l'exportation africaine, si la production bananière commerciale connaît effectivement ses meilleurs résultats dans les colonies britanniques ou françaises, on se souviendra cependant que les empires belge, espagnol, italien ou portugais, ont été le lieu également d'un certain nombre d'expériences et qu'on y a obtenu parfois très tôt en ce domaine d'intéressants résultats.

C'est ainsi que de 1927 à 1929 le Mozambique semble bien avoir été malgré la modestie des chiffres, le principal exportateur du continent, et que de 1933 à 1936 la Somalie s'impose incontestablement comme le troisième grand foyer d'expansion de la spéculation bananière en Afrique. Il ne nous a pas cependant paru utile d'accorder à la plupart de ces territoires comme à tous ceux qui dans les années 1950 se découvrent une vocation fruitière, des développements aussi substantiels que ceux que nous avons consacrés à la Guinée, à la Côte d'Ivoire et aux deux Cameroun. C'est qu'à l'exception de la Somalie, et en dépit de progrès souvent rapides; aucun n'a véritablement pu s'imposer, soit que la décolonisation ait contribué à détendre rapidement des liens commerciaux mal assurés, soit que les progrès de la production équatorienne aient dissuadé les sociétés de poursuivre des efforts de prospection qui ne se justi-

fiaient que dans l'état de sous-apvisionnement des marchés de l'immédiat après-guerre.

Deux pays cependant tranchent par l'ancienneté du développement de leurs plantations sur la plupart de ces nouveaux venus : le Mozambique qui doit l'essentiel de son succès à la proximité de l'Union sud-africaine et dont le rôle décline en conséquence à mesure que celle-ci est de mieux en mieux alimentée par ses producteurs nationaux ; rôle décline en conséquence à mesure que celle-ci est de mieux en mieux alimentée par ses producteurs nationaux : la Somalie qui tire avantage d'un accès privilégié au marché italien mais n'y trouve pas les mêmes stimulants que d'autres à même époque en France ou en Allemagne. De ce fait le Mozambique restera constamment un producteur modeste (il atteint au maximum les 20.000 tonnes en 1957 ou en 1964), et la Somalie ne montre à aucun moment le dynamisme de la Guinée, avant et après la seconde guerre mondiale ou de la Côte d'Ivoire dans les années 1950 puisqu'elle n'atteint les 20.000 tonnes qu'en 1952, ne passe les 50.000 tonnes qu'en 1958 et n'approche les 100.000 tonnes qu'à la veille de son indépendance. Elle a ainsi avec la Côte d'Ivoire la particularité de ne réaliser ses records d'exportation qu'au lendemain de son émancipation alors que la Guinée, les deux Cameroun, les Congo belge et français, la Gold-Coast atteignent très logiquement leur maximum d'activité avant 1960.

C'est pourquoi nous nous bornerons dans l'immédiat à évoquer la mise en place de la bananeraie somalienne en

nous limitant strictement à la période où ce territoire était sous tutelle italienne de la même façon que, dans le cas de la Côte d'Ivoire, nous n'avons pas encore abordé l'évocation de la phase post-coloniale de son histoire bananière. Nous reviendrons en effet ultérieurement et globalement sur les développements récents de la production africaine.

● **Les premiers succès de la production somalienne (1926-1964).** L'actuelle République démocratique de Somalie naît en juillet 1960 de la réunion du Somaliland britannique et de la Somalia, colonie italienne de 1905 jusqu'à la seconde guerre mondiale puis territoire sous tutelle italienne de 1949 à 1960 par une décision de l'Organisation des Nations Unies. Chaque fois que dans les lignes qui suivent nous serons amené à parler par simplification de la Somalie, c'est donc à la partie sous domination puis contrôle de l'Italie que nous ferons référence puisque la Grande-Bretagne, amplement approvisionnée par ses colonies américaines, ne s'est évidemment jamais souciée de développer dans la portion de territoire d'ailleurs désertique qui lui était échue une production aussi peu en accord avec les conditions climatiques ambiantes. Il fallut en effet la volonté arrêtée du Duce de développer ici une colonisation européenne et le souci de l'administration italienne de lancer une culture qui valorise dans les meilleures conditions les gros efforts d'aménagement rural que l'on avait dû entreprendre tout en permettant à la Métropole d'assurer l'autonomie de ses approvisionnements, pour que la Somalie parvienne à s'imposer rapidement dans un domaine pour lequel elle ne semblait pas montrer a priori de vocation particulière.

La culture bananière en Somalie doit en effet son succès à l'établissement en nombre croissant d'exploitants européens et à une politique d'aménagement qui s'efforce de multiplier les périmètres irrigués. L'occupation agricole amorcée dans la vallée de Genale vers 1924, gagne ainsi l'Afgoi vers 1927 et Giuba vers 1933. Dès 1925-1926 se constituent les premières plantations et les surfaces en culture relativement bien connues, progressent rapidement : 46 hectares en 1926, 53 en 1927, 253 en 1928, 376 en 1929, plus de 600 en 1930, plus de 1.200 en 1931, etc. Il y aura en conséquence en 1940 4.500 hectares plantés en bananiers puis 6.200 en 1953 et 8.800 en 1956 au maximum de l'extension des cultures. Dès 1957-1958 en effet le souci d'intensification de la production tend à prévaloir et l'on s'efforce à partir de là de limiter l'extension des plantations. On était pour cette raison retombé dès 1960 à un peu moins de 8.000 hectares (figure 40).

Les exigences en eau de la culture et la tendance à l'aridité du climat somalien expliquent que la géographie bananière soit ici étroitement associée à la basse vallée de deux grands fleuves, l'Uebi Scebeli et le Giuba, qui permettent selon les cas l'irrigation par pompage (sur le bas Giuba notamment), ou plus classiquement, plus économiquement aussi, par gravité, comme par exemple à Genale. Il ne tombe en effet au voisinage du littoral que

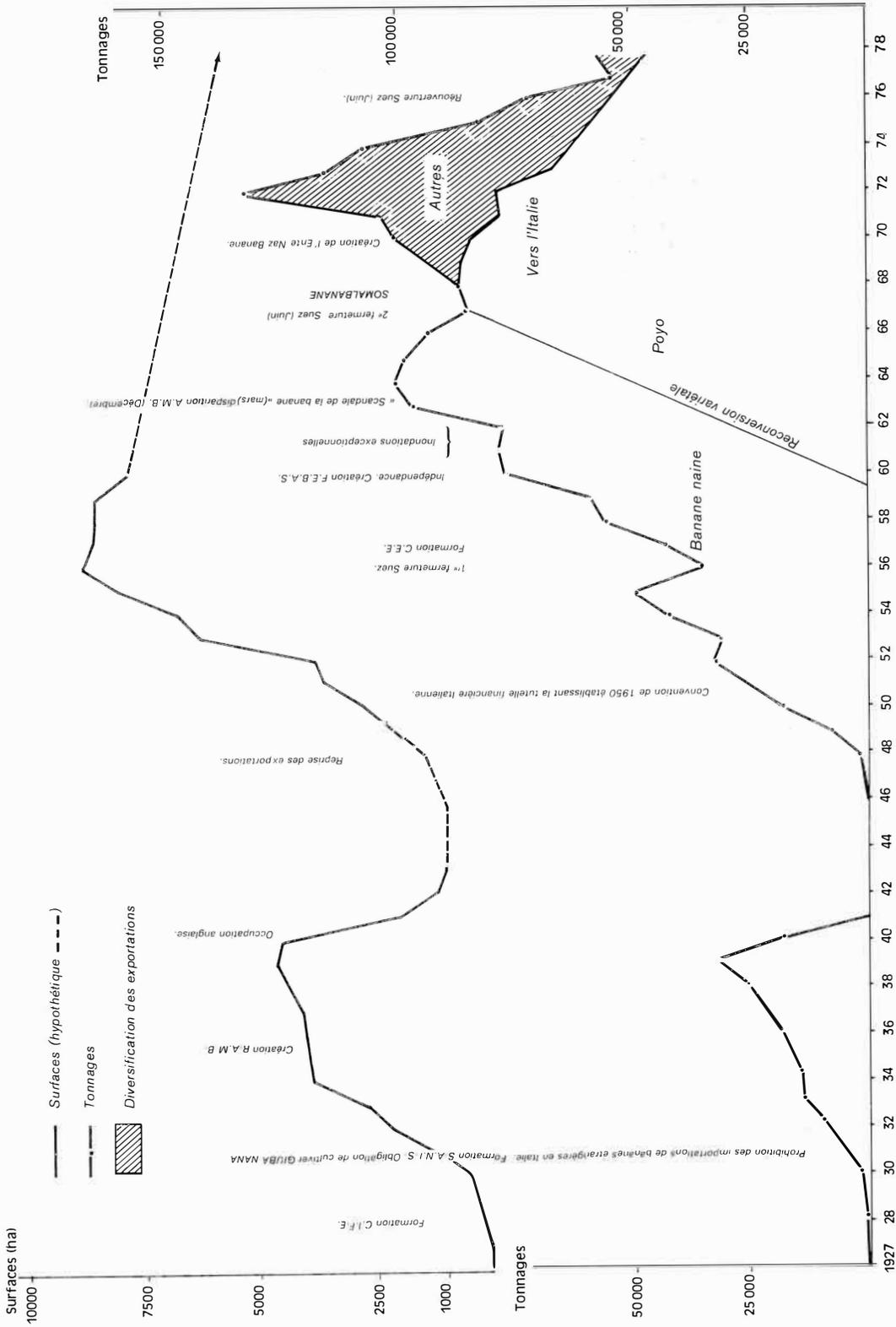
500 à 600 mm et la sécheresse est particulièrement marquée de janvier à mars. Les pluies de la période avril-juin qui reçoit entre la moitié et les deux-tiers du total annuel, ou des mois d'octobre à décembre qui concentrent encore entre le tiers et le quart des précipitations, sont ainsi parfaitement insuffisantes et la vie agricole serait à peu près exclue sans la présence de ces cours d'eau allogènes grâce auxquels la région peut bénéficier d'une partie des pluies tombées sur le massif éthiopien. Il faut d'ailleurs noter que si les basses eaux du Giuba permettent de disposer dans l'ensemble d'un flux permanent il n'en est pas de même avec l'Uebi Scebeli qui s'assèche tous les ans, entre un et trois à quatre mois, ce qui contraint les planteurs à forer des puits pour parvenir à passer sans dommage cette période délicate. Nous sommes en effet ici dans des conditions subdésertiques où la culture bananière n'est possible qu'à force de travail et d'ingéniosité.

Les exportations d'abord modestes (45 quintaux en 1927, guère plus de 700 tonnes en 1930) croissent malgré tout rapidement dès lors que l'Italie soucieuse d'encourager sa production coloniale eut pris en 1931 la décision de se fermer aux importations étrangères alors essentiellement canariennes. On approchait ainsi les 6.000 tonnes à la fin de 1932, les 14.000 tonnes en 1934 et l'on put dépasser les 18.000 tonnes dès 1936. Entre temps un décret ministériel avait en août 1933 prohibé l'exportation de la variété *Zanziberina* jusque-là commercialisée et orienté les producteurs vers la *Giuba nana*, c'est-à-dire la *Musa sinensis* qui connaîtra de ce fait pendant un demi-siècle un succès mérité. Celui-ci sera d'ailleurs si rapide qu'après s'être contenté des seuls navires assurant les liaisons régulières avec la métropole, ceux notamment de la Compagnie italienne Transatlantique ou de la Libera Triestina, on sera vite amené sous l'impulsion du «Consorzio Agricole di Genale» à mettre en service les premières unités frigorifiques spécialisées.

Alors qu'elle s'était les premiers temps uniquement souciée de la négociation collective des contrats de fret, cette association avait en effet conçu bientôt l'idée de devenir son propre affréteur puis de gérer ses propres navires. Mais quand devant les premiers succès de l'exportation on sera amené à rationaliser les structures d'encadrement de la Profession, cet organisme d'animation reviendra plus particulièrement à sa fonction primitive d'encadrement des producteurs sous le nom de «Consorzio di colonizzazione di Genale», tandis que diverses filiales recevaient la responsabilité de l'écoulement des fruits telles la «Compagnia coloniale d'armamento» chargée des opérations maritimes, la SANIS (Societa Anonima Italo-Somala) responsable de la gestion de la flotte ou la CIFE (Compagnia Italiana di Frutti Esotici) qui, de formation plus ancienne (1928), assurait les ventes dans la Péninsule. En 1933 on vit également se constituer la SABAI (Societa Anonima Banane Africa Italiana) qui entreprit aussitôt des exportations par le port de Merca.

Cependant en dépit de la progression des ventes, or

FIGURE 40 - Evolution de la bananeraie somalienne de 1927 à 1978.



ne put empêcher que les planteurs ne cèdent plus ou moins vite au découragement devant le niveau élevé des coûts de production et la médiocrité des infrastructures routières et portuaires dont ils devaient se contenter. Les pistes aboutissant à Merca ou Chisimaio étaient en effet médiocres et saisonnièrement inutilisables, et les chargements sur rade imposaient aux fruits de fâcheuses manipulations avant leur mise à bord. C'est pourquoi après avoir progressé de 1933 à 1934 de 58 p. 100 les exportations devaient ici connaître de 1934 à 1935 un très brutal ralentissement (plus 3 p. 100 seulement) qui fit légitimement craindre pour le maintien d'une activité encore mal assurée et inquiéta assez les Pouvoirs publics pour qu'ils aient alors décidé de s'engager pleinement dans un domaine qui paraissait déjà vital pour l'avenir de la colonie. Ainsi naquit avec la fin de 1935 la RAMB (Regia Azienda Monopolio Banane) qui prit aussitôt en charge l'organisation du transport maritime et de la commercialisation des fruits somaliens. Elle hérita du potentiel naval de la SANIS (trois navires) auquel elle ajoutera en 1937 trois nouvelles unités, et fut ainsi à l'origine d'un très net redressement de l'exportation (18.000 tonnes en 1936 ; 23.600 en 1937 ; 28.000 en 1938), qui ne prendra fin qu'avec la seconde guerre mondiale et l'occupation du territoire par les Britanniques. Il en résultera une chute spectaculaire de l'espace cultivé (4.500 hectares en 1939 ; 1.000 en 1943) et un quasi-abandon des plantations. On se borna en effet dans la période à produire pour les besoins locaux tout en s'efforçant de préserver le minimum de plants indispensable à la relance ultérieure de la production.

La reprise de l'exportation s'esquisse effectivement dès 1947 mais elle progresse lentement et ce n'est pas avant 1949 que l'on pourra à nouveau effectuer des chargements complets. La totale incertitude qui entoure dans les premiers temps le statut futur du territoire, n'encourage évidemment pas les planteurs originaires de la Péninsule à se remettre au travail. Mais dès que ce délicat problème aura trouvé, en 1949, sa solution à la suite de la décision de l'ONU de placer la Somalie pour une période de transition de dix ans sous la tutelle de son ancienne métropole, rien ne s'opposera plus véritablement à l'expansion de cette vieille spéculation, ni la fermeture du canal de Suez de 1956-1957, ni les graves inondations de 1961-1962. Ainsi voit-on les tonnages embarqués passer de 7.500 tonnes en 1949 à 25.200 tonnes en 1951, approcher les 50.000 tonnes en 1955, puis les dépasser régulièrement à partir de 1958 jusqu'à frôler pour la première fois les 100.000 tonnes en 1963 alors que depuis trois ans déjà la Somalie indépendante s'efforçait de prendre le relai de l'Administration italienne.

Jusqu'à 1960 en effet, la commercialisation des fruits s'était effectuée sous la seule responsabilité de l'«Azienda Monopolio Banane» qui avait dès 1950 repris les prérogatives de la RAMB, disparue avec la guerre, et se trouvait rattachée depuis la disparition du Ministère de l'Afrique italienne, au Ministère des Finances. Comme son prédécesseur l'AMB continuait à acheter des fruits à prix garantis

qu'elle écoulait ensuite en Italie par l'intermédiaire de grossistes agréés, mais à la différence de son prédécesseur elle n'intervenait plus directement dans le domaine du transport désormais abandonné à des sociétés nationales indépendantes agissant sous contrat. Tel quel le système de commercialisation donnait apparemment toutes satisfactions aux producteurs mais il avait l'inconvénient du point de vue de la Somalie, d'être unilatéral. C'est pourquoi avec la proclamation anticipée de l'indépendance du territoire, en 1960, on fut amené à reconnaître dans ces conditions l'opportunité d'une période transitoire pendant laquelle on aurait le temps de mettre en place et de roder de nouvelles structures.

Auparavant l'AMB obtenait ses fruits en passant directement contrat avec les organisations de producteurs existantes, soit essentiellement la SACA (Societa Azionaria Coltivatori Afgoi) qui opérait dans la zone de Genale sur l'Uebi Scebeli, et la SAG (Societa Agricoltori Giuba) depuis la disparition en 1950 de la ACCA. Elle soutenait ainsi efficacement l'activité des exploitants d'origine italienne bien qu'à partir de 1956 elle se soit attachée à accroître la participation des autochtones à l'exportation, la portant de 8 p. 100 seulement en 1956 à 16 p. 100 en 1959 et 30 p. 100 à la fin de 1960. A partir de là par contre la situation devait évoluer rapidement. Dans les premiers temps la négociation d'un contrat avec la Fédération des Planteurs de Bananes Somaliens (FEBAS) qui venait de voir le jour avait eu pour but de continuer les échanges sur les bases antérieurement établies. Mais très vite les progrès de la construction européenne ainsi que les développements de la négociation internationale en vue d'abaisser d'un commun accord les barrières douanières (GATT) avaient amené à poser le problème des relations entre les deux pays maintenant politiquement séparés et à se questionner du même coup sur la légitimité du maintien d'un organisme tel que l'AMB dont l'utilité apparaissait bien discutable. C'est alors que dans ce climat déjà peu favorable à la permanence de l'institution devait éclater, au début de 1963, ce que l'on appela à l'époque le «scandale de la banane» qui, par la révélation publique des irrégularités ayant accompagné l'attribution par le Monopole des concessions aux grossistes, devait porter le coup mortel à un système commercial d'autant plus critiqué que, par sa nature fiscale, il avait pour effet de relever le prix de détail de la banane sur le marché italien et de freiner du même coup le développement de la consommation intérieure. C'est ainsi que dans le courant de 1964 devait être finalement prononcée la dissolution de l'AMB et l'établissement à sa place d'un ensemble plus classique de quotas et de licences qui ne laissait plus à la Somalie que 50 p. 100 des importations nationales et amorçait l'ouverture de l'Italie à la production des pays Tiers, c'est-à-dire aux bananes américaines qui en avaient été jusqu'ici strictement écartées.

1964 est donc plus que 1960 une date charnière dans l'évolution des rapports entre les deux partenaires puisqu'elle abolit pratiquement le privilège commercial des

bananes somaliennes et ouvre la phase de déclin des exportations à destination de l'Italie qui tombent à moins de 100.000 tonnes dès 1967, se stabilisent brièvement aux alentours de 95.000 tonnes de 1967 à 1970 puis chutent ensuite rapidement jusqu'à moins de 50.000 tonnes vers 1977-1978. Pourtant d'un point de vue essentiellement technique, il serait sans doute plus satisfaisant d'établir la coupure trois ans plus tard, en 1967 par conséquent, quand s'achève ici la mutation variétale commencée avec le début de la décennie et que disparaît ainsi définitivement des exportations la banane Naine qui avait été trente ans plus tôt à l'origine de l'essor des plantations somaliennes. C'est d'ailleurs aussi l'année où la seconde fermeture du canal de Suez va imposer à ce pays un effort supplémentaire pour surmonter le lourd handicap résultant de l'énormité de l'allongement imposé aux liaisons maritimes avec l'Italie via le Cap de Bonne Espérance et le Déroit de Gibraltar, un «défi» qui, nous le verrons, sera au moins dans les premiers temps parfaitement relevé.

Quoi qu'il en soit il est assez évident que dès 1964, les jeux sont faits et qu'il faudra désormais que l'on s'habitue en Somalie à ne plus regarder aussi exclusivement vers le marché italien. Nous constaterons ultérieurement les tentatives que l'on fit à partir de là pour s'ouvrir coûte que coûte de nouveaux débouchés en prospectant notamment les possibilités commerciales d'un Moyen-Orient pétrolier alors au seuil d'une percée économique remarquable.

- **Les petits fournisseurs de l'Afrique colonisée.** Leur rôle est aujourd'hui bien négligeable même si leur participation aux échanges internationaux fut encore dans quelques cas substantielle jusqu'à la fin des années 1970. La plupart cependant, après des débuts tardifs puis une pointe d'activité dans la période 1955-1965 (mais en fait rarement postérieure à 1960), ont à peu près cessé de figurer dans les répertoires statistiques de la FAO, tandis que s'allonge irrémédiablement la liste des abandons sans doute définitive : l'Ethiopie qui exporte tout de même 15.000 tonnes en 1966 ; le Zaïre, ex-Congo belge, qui approcha les 39.000 tonnes en 1956 ; le Ghana, ex-Gold Coast ; Sao Tomé, etc. Traiter de ces producteurs secondaires ou fugitifs a la saveur amère d'un bilan de faillite ou d'une nécrologie. Nous ne leur consacrerons pour cette raison que des développements limités.

L'Afrique portugaise et espagnole. C'est dans ce domaine géographique que l'on constate certaines des créations les plus précoces en matière de production commerciale, quelques-unes aussi des réussites les plus tardives en raison d'une décolonisation longuement différée. On mettra cependant ici assez peu de choses au compte de l'Espagne qui, déjà amplement approvisionnée par les îles Canaries, ne se soucia apparemment jamais d'introduire cette culture pour ses propres besoins dans ses possessions du Golfe de Guinée et ne s'engagea localement dans cette spéculation,

à **Fernando-Poo** notamment, que sous la pression de circonstances exceptionnelles. On sait en effet qu'avant de se tourner vers la production équatorienne, certains importateurs allemands ont d'abord cherché à se trouver de nouvelles sources d'approvisionnement en Afrique en s'appuyant particulièrement sur les rares secteurs géographiques où des nationaux avaient pu maintenir leurs activités agricoles ou créer de nouvelles plantations. Ils furent ainsi à l'origine d'un premier développement des exportations (1.100 tonnes en 1953 ; 3.400 tonnes en 1955) que l'intervention de Fyffes permit ultérieurement, semble-t-il, d'amplifier. Mais le niveau record de 1957, 20.000 tonnes, sera à peu près sans lendemain et l'on retombera à moins de 14.000 tonnes en 1960 puis aux environs de 3.000 tonnes dès 1962. On perd ensuite la trace de ce petit producteur qui disparaît alors aussi brutalement qu'il était apparu une dizaine d'années plus tôt.

Les territoires portugais montrent par contre plus de précocité mais aussi plus de persévérance. C'est le cas par exemple du **Mozambique** qui dès 1930 prend place avant la Somalie dans la liste des producteurs africains, bien que la faiblesse de ses principaux marchés de proximité (l'Union Sud-Africaine, les deux Rhodésie) ne lui aient pas permis d'atteindre les 15.000 tonnes dans les années 1930. Il ne parviendra d'ailleurs pas plus à s'élever très au-dessus des 20.000 tonnes pour l'immédiat après-guerre et moins bien placé que l'Angola, n'aura guère l'occasion de tirer profit des développements récents de la consommation portugaise. C'est pourquoi ayant perdu ses principaux clients sud-africains, le Mozambique a vu ses expéditions décliner irrésistiblement. Elles n'étaient plus en moyenne à la fin des années 1970 que de 1.000 à 2.000 tonnes par an. On assiste par contre à partir de la fin des années 1950 à un rapide essor de la culture bananière dans les îles du Cap Vert puis en Angola, ce qui porte la participation de l'Outre-Mer au marché national de 11,3 p. 100 en 1960 à 23,5 p. 100 en 1967 mais permet surtout à ce dernier fournisseur d'effectuer une percée commerciale remarquable puisque de 2,2 p. 100 des importations portugaises en 1960, il parvient à près de 5 p. 100 en 1964 et dépasse les 14 p. 100 dès 1967 (tableau 53).

Ainsi au moment même où à peu près partout ailleurs la spéculation bananière donne en Afrique des signes non équivoques d'essoufflement, l'**Angola** se distingue-t-elle nettement par la rapide expansion de son trafic bananier ; 1.700 tonnes en 1962, 3.600 tonnes en 1965 ; 15.000 tonnes en 1968, à peu près 50.000 tonnes en 1971, près de 87.000 tonnes enfin au maximum en 1974, à la veille de l'indépendance. Car là comme ailleurs le changement du statut politique devait avoir pour conséquence immédiate un net ralentissement des expéditions, d'autant plus vivement ressenti en l'occurrence que les planteurs étaient conviés à l'époque à accélérer la reconversion variétale et à modifier sans retard leurs méthodes de travail. On notera cependant que, du strict point de vue qui est le nôtre, c'est apparemment l'Angola qui, de toutes les anciennes possessions portugaises d'Afrique, paraît avoir le

TABLEAU 53 - Les importations portugaises de bananes fraîches (1960-1984) ; chiffres en milliers de tonnes.

	Total dont Madère		Cap Vert	Angola	Autres territoires lusophones *	Provenances étrangères
1960	28.6	25.3	2.1	1.2	...	-
1962	25,8	21,6	2.4	1.8	...	-
1964	33.9	27.9	3.1	2.9	-	-
1966	39.7	32.1	3.3	3.8	0.5	-
1968	43.1	26.4	4.5	11.9	0.3	-
1970	64.6	28.6	4.8	30.5	0.7	-
1972	77.3	16.7	3.3	57.2	0.1	-
1974	86.4	13.4	0.7	72.2	...	-
1976	37.5	19.3	0.7	3.2	-	14.3
1978	22.4	22.0	0.4	-
1980	31.6	28.2	0.4	-	0.5	2.5
1982	35.1	28.0	1.0	-	-	6.1
1984	37.0	31.0	0.5	-	-	5.5

* - Mozambique, Sao Tomé, Guinée Bissau.

Sources : Statistiques nationales.

Noter le rôle décroissant de Madère devant l'afflux des fruits angolais ; l'effondrement des importations qui suit l'indépendance de ce territoire ; et la reprise du marché grâce au rétablissement opéré par Madère et à des apports étrangers américains aujourd'hui à peu près systématiques quoiqu'étroitement contrôlés.

mieux supporté le relâchement de ses liens avec sa métropole puisque son trafic bananier en net recul parvient au moins à se stabiliser de 1977 à 1979 aux alentours de 50.000 tonnes. Mais cet effort assez désespéré pour tenter de sauver une activité désormais coupée de son principal marché, n'aura en fait d'autre conséquence que de différer quelque peu un effondrement assez irrémédiable.

Car dès 1980 pour l'Angola, à partir de 1983 pour le Mozambique, les statistiques de la FAO n'enregistrent plus d'activité en ce domaine. Seules les îles du Cap Vert, avec 2.000 tonnes en moyenne, témoignent donc vers le milieu de la décennie d'un certain intérêt pour cette spéculation. Mais pour combien de temps encore ?

L'Afrique française et belge. Les succès de la production bananière en Guinée, au Cameroun oriental ou en Côte d'Ivoire, ne doivent pas cependant nous faire négliger les quelques tentatives faites, avant ou après la seconde guerre mondiale, en d'autres points de l'Afrique francophone et notamment les efforts développés dans les deux Congo pour promouvoir indépendamment la culture et l'exportation des fruits.

Dès 1935 en effet on voit le Congo belge amorcer un courant d'exportation qui parvient, en 1938, à dépasser les 1.500 tonnes et culmine en 1939 à un peu plus de 2.300 tonnes. Interrompu par la guerre, il est réactivé dès la fin des années 1940 et connaît alors une rapide progression qui lui permet d'atteindre les 25.000 tonnes dès 1953 puis, après une courte hésitation, de frôler en 1956 les 39.000 tonnes, ce qui est alors moins que la Somalie (48.300 tonnes) mais plus que la Côte d'Ivoire (24.600 tonnes). Suit de 1957 à 1962 une phase de relative stabi-

lisation qui voit évoluer ce trafic entre 28.000 et 36.000 tonnes mais montre en réalité dans l'évolution des maxima chargés l'amorce d'un reflux (35.900 tonnes en 1957, 33.600 tonnes en 1960, 28.800 tonnes en 1962) ; et le cycle s'achève brutalement, entre 1962 et 1970, dans les circonstances que l'on sait : 21.000 tonnes en 1963, 13.400 tonnes en 1964, 7.000 tonnes en 1965, 3.000 tonnes en 1968 ... Les exportations bananières du Congo-Kinshasa qui deviendra bientôt le Zaïre, n'ont donc là encore survécu à l'Indépendance, proclamée dès 1960, que le temps nécessaire à une réorganisation des circuits commerciaux établis. La Belgique se détourne en effet rapidement de son vieux fournisseur et demande désormais à l'Equateur de satisfaire le gros de ses besoins.

Au Congo-Brazzaville par contre les efforts réalisés dès 1936 pour jeter les bases d'une production bananière commerciale, ne devaient donner quelques résultats à l'exportation qu'avec le milieu des années 1950 quand on eut l'idée d'associer la culture fruitière à la régénération des défrichements forestiers et au développement des cultures de limbas à l'instar des réalisations belges au Mayumbé méridional. Ainsi les chargements modestes encore en 1956 (200 tonnes) devaient rapidement progresser dans les années suivantes jusqu'à atteindre en 1960 les 1.300 tonnes, ce qui laissait alors espérer des résultats plus spectaculaires pour peu que l'on disposât à brefs délais des moyens de transport spécialisés indispensables à l'écoulement de la production. Pourtant contre toute attente, c'est un renversement total de situation que l'on devait dès 1961 constater, et trois ans seulement suffiront à ruiner une expérience qui fut aussi, il faut le souligner, la dernière tentative faite dans cette partie du Globe pour promouvoir la culture de la Gros Michel. La spéculation bananière au Congo-Brazzaville fut ainsi peut-être plus

victime de l'évolution du marché international que du changement des rapports politiques entre la France et sa colonie.

L'Afrique anglaise et italienne. Nous avons déjà longuement envisagé les succès de la production fruitière au Cameroun britannique ou dans la Somalie italienne, mais il nous faut aussi faire une place, si modeste soit-elle, aux petits fournisseurs qui, aux côtés de ceux-ci, ont tenté de développer la culture bananière afin de tirer quelques profits des progrès de la consommation dans leurs métropoles respectives. La Gold-Coast d'une part, l'Erythrée de l'autre, n'eurent certes jamais l'occasion de confronter leurs résultats et le rapprochement que nous allons effectuer paraîtra artificiel. Mais il suffira de remarquer que ces deux territoires ont essayé à leur mesure de s'engager dans les voies ouvertes par d'autres et de valoriser notamment leur position sur des « routes bananières » établies sans parvenir à s'imposer, pour que l'arbitraire du procédé en soit sensiblement atténué. Exportateurs secondaires, ces imitateurs ne seront jamais en réalité que des comparses.

La Gold Coast qui réalise ses premières expéditions en 1933 sous l'impulsion de la Elder-Dempster, n'obtient en effet avant la guerre que des résultats modestes et n'exporte pas en 1938-1939 plus de 1.500 tonnes avant de réduire peu à peu ses activités jusqu'à 1941 quand faute de navires elle doit suspendre ses envois. Reprise à partir de 1953, l'expérience n'obtint pas de résultats plus spectaculaires puisqu'au maximum des exportations, en 1960-1961, on n'atteindra même pas les 5.000 tonnes. Le déclin est ensuite rapide et dès le milieu de la décennie il était évident que l'on avait renoncé à cette production. Là aussi la nécessité d'envisager la reconversion variétale précipita les choses.

L'Erythrée eut au contraire plus de succès bien qu'il faille remarquer que si les premiers bulbes furent introduits dans le Dorfu vers 1922, c'est seulement en 1938 que l'on put développer dans la vallée du Barca les premières plantations commerciales. On n'eut donc pas le loisir d'effectuer avant la guerre la moindre expédition mais on recensait déjà en 1940 une trentaine d'hectares en culture répartis sur les deux rives, à l'amont (Ingherné-Gliersai) et à l'aval (Endraieb-Tecceret) de la petite ville d'Agordat, terminus du chemin de fer de Massawa. La reprise de la production à partir de 1945 ayant permis en deux ans de porter les surfaces plantées à un peu plus de 300 hectares, on put alors envisager les premières expéditions vers l'Italie. Une association de type coopératif, la PRO-BA (Coopérative des Producteurs de Bananes) fut à cette fin mise en place et l'on put en liaison avec l'AMB amorcer dès le début des années 1950 un petit courant d'échange vers la Péninsule (600 tonnes en moyenne pour la période 1953-1957) que vint heureusement grossir très vite un flux d'exportation plus important à destination du port saoudien de Jeddah (un peu moins de 300 tonnes en 1954 ; plus de 2.200 tonnes dès 1957).

Ainsi, en grande partie du fait de l'intensification de

ces relations de voisinage, l'Erythrée politiquement rattachée à l'Ethiopie à partir de 1962 vit-elle s'amplifier rapidement ses chargements à partir de la fin des années 1950 jusqu'à avoisiner semble-t-il courant 1966 les 15.000 tonnes. Pourtant il apparaît à la lecture des statistiques publiées par la FAO que cette fragile réussite ne devait pas finalement résister longtemps à la perte, vers 1964 ou 1965, d'un marché italien qui, pour n'avoir absorbé dans les meilleures années plus de 3.000 tonnes, avait au moins l'avantage de garantir les rentrées d'argent les plus intéressantes. Il en résulte donc un net ralentissement d'activité qui fait chuter dès 1970 les exportations aux alentours de 12.000 tonnes puis, l'état de guerre civile aidant, on dut se résigner bientôt à suspendre les chargements. Fort heureusement le Ghana comme l'Ethiopie n'avaient pas eu le loisir de faire à la spéculation bananière une place excessive, et l'interruption des échanges avec l'extérieur n'eut ainsi dans l'un et l'autre cas que des effets géographiques assez limités.

Est-il dans ces conditions bien nécessaire d'ajouter à la démonstration d'autres exemples, ceux du Soudan, de la République Arabe Unie ou de l'Union Sud-Africaine ? Non sans doute, car la démonstration est suffisante. On aura en effet compris à l'examen tantôt rapide, tantôt plus détaillé de chacun des principaux protagonistes de cette histoire, que l'Afrique après avoir volontiers misé dans la période 1930-1960 sur une spéculation réputée lucrative, a de toute évidence renoncé depuis vingt ans à se mesurer au dynamisme profondément renouvelé de la production américaine comme à la force d'expansion des plantations asiatiques. C'est pourquoi après avoir encore réalisé dans le courant de 1963 10,7 p. 100 des expéditions mondiales, on la retrouve à 6,8 p. 100 dès 1970 et à 3,9 p. 100 seulement en 1980 (tableau 54).

Il faut cependant distinguer parmi les territoires qui se sont dans le passé intéressés à la production fruitière deux grandes familles de comportements : le groupe nombreux des petits fournisseurs coloniaux dont le rôle s'est plus ou moins vite effondré avec les indépendances de la période 1960-1975, d'une part ; et le lot étroit des gros expéditeurs tels la Côte d'Ivoire, la Somalie, le Cameroun, l'Angola même, qui après un fléchissement passager plus ou moins net, sont parvenus à maintenir tant bien que mal au-delà leurs activités bananières et à consolider leur position dans l'ensemble de l'exportation africaine, d'autre part. Ceux-là effectuent en effet 74,5 p. 100 des ventes totales en 1963 mais 83,6 p. 100 en 1970 et 96,3 p. 100 en 1980.

Quatre pays, pratiquement les mêmes, bien que la Guinée ait dû dans les années 1960, céder la place à l'Angola, affirment ainsi leur prépondérance. Et pourtant rien de plus fragile que cette primauté puisque les exportations de ces territoires passent en réalité de 326.000 tonnes à 262.000, et chutent ainsi de près de 20 p. 100 en dix ans. Car le sursaut des expéditions camerounaises (plus 30 p. 100), le développement des exportations angolaises (plus

TABLEAU 54 - Evolution récente de l'exportation africaine (milliers de tonnes).

	1970	1980	Variations 70/80 (en p. 100)
Côte d'Ivoire	140	115	- 17,8
Somalie	100	32	- 68,0
Cameroun	50	65	+ 30,0
Angola	36	50	+ 38,9
Guinée	20	-	} - 86,1
Mozambique	13	2	
Madagascar	12	3	
Ethiopie	10	-	
Cap Vert	5	1	
Guinée équatoriale	3	3	
Ouganda	2	-	
TOTAL AFRIQUE	394	272	- 31,0
Exportations mondiales	5.803	6.912	+ 19,1
Pourcentage Afrique/Monde	6,8	3,9	

Sources : Marchés tropicaux 19.2.1982, p. 463.

N.B. - En 1963, les exportations africaines avaient atteint leur niveau record : 472 .000 tonnes soit de 1963 à 1980 un repli de 42,4 p. 100, alors que les exportations mondiales s'accroissent dans le même temps de 56,1 p. 100.

39 p. 100) sont parfaitement incapables de compenser le fléchissement contemporain des chargements de la Côte d'Ivoire (moins 18 p. 100) et le quasi-effondrement de la Somalie (moins 68 p. 100).

Faut-il donc admettre comme probable à terme rapproché l'extinction de la production bananière commerciale en Afrique ?

Relance ou sursis ? Les développements récents de la spéculation bananière sur le continent africain et à Madagascar (1960-1984).

Ainsi qu'il fallait s'y attendre, le changement de statut politique des territoires retentit partout, de façon plus ou moins sensible, sur la santé de leurs économies fruitières. Certes le maintien de bonnes relations permit en général, la Guinée exceptée, de sauvegarder la continuité des circuits commerciaux établis, mais en dépit des précautions prises, de toutes les garanties accordées aux personnes et aux biens, il est sûr que l'événement fut vite ressenti par les planteurs européens plus ou moins anciennement établis, comme une rupture avec le passé ainsi que le montre dans le meilleur des cas la stabilisation des expéditions d'ailleurs sanctionnée, dès 1962-1963 pour le marché français, par l'établissement d'un système de quotas. Pourtant il faut remarquer que c'est alors que la Côte d'Ivoire ou la Somalie parviendront à établir leurs records d'activité, et que c'est aussi dans sa période post-coloniale que Madagascar fera une tentative remarquée pour promouvoir la culture bananière dans l'arrière-pays de Tamatave. C'est en fait plus tard, dès la seconde moitié des années 1960 pour ce territoire, au cours de la décennie suivante pour

la Somalie et la Côte d'Ivoire, que la situation devait par contre se dégrader rapidement.

Seuls en effet le Cameroun et surtout l'Angola montrent avec l'indépendance un reflux à peu près immédiat de l'exportation dont on ne saurait dire pourtant s'il est à mettre plus en relation avec la mutation technique contemporaine de l'économie bananière qu'avec l'évolution de son contexte politique. Quoiqu'il en soit, il apparaît qu'après un maximum que l'on situera selon les cas entre 1958 et 1974, une quinzaine d'années qui est ici décisive, c'est une très nette tendance au repli qui s'impose à peu près partout malgré tous les efforts, au Cameroun notamment, pour enrayer cette évolution défavorable. Car si l'on veut résumer la situation en termes simples il paraît dès lors évident que «le coeur n'y est plus» ! Trop d'incertitudes pèsent en effet désormais partout sur la production «industrielle» d'origine européenne, donc étrangère, pour que celle-ci puisse encore montrer un dynamisme analogue à celui dont elle témoignait quand dans le cadre de marchés parfaitement protégés, elle avait encore l'impression d'être pleinement maîtresse de son destin. Ainsi l'intervention de plus en plus étroite dans chaque territoire des Pouvoirs publics soucieux de maintenir la production et de relancer les échanges, a-t-elle pour conséquence la plus évidente de paralyser une initiative privée, de plus en plus réticente, et paradoxalement de la décourager au lieu de la rassurer. En résultent pour l'immédiat notamment de graves problèmes de qualité qui contribuent encore à amoindrir un peu plus la position concurrentielle des fruits africains sur tous les marchés où ils se trouvent affrontés à la production américaine.

La Côte d'Ivoire. Servie par le déclin des exportations guinéennes (à partir de 1956), par l'excellence de l'organisation commerciale qu'elle s'était donnée quelques années plus tôt, par l'amélioration décisive également de ses équipements portuaires après l'aménagement du quai bananier d'Abidjan, la Côte d'Ivoire effectue à partir du milieu des années 1950 une remarquable percée commerciale. Alors qu'elle n'avait pas encore exporté en 1955 plus de 25.000 tonnes elle parvient en effet à dépasser les 50.000 tonnes dès 1959 puis les 100.000 tonnes courant 1962, et le brutal ralentissement d'activité qu'elle montre dans les années suivantes lui permet de franchir enfin malgré tout le cap des 150.000 tonnes en 1972 et 1974 (figure 41). On remarquera cependant que si, de 1956 à 1963, la production bananière ivoirienne a ainsi connu un développement exceptionnellement rapide (plus 430 p. 100 en sept années seulement), elle doit à partir de 1963 ralentir brutalement sa croissance en raison des nouvelles normes d'importation imposées par la France à ses partenaires africains émancipés de façon à répondre à l'évolution de sa consommation intérieure, et, sans remettre en question leurs droits acquis, satisfaire les légitimes revendications de ses Départements d'Outre-Mer. Car en dépit des efforts développés dès 1955 pour tenter d'élargir les horizons commerciaux de la banane ivoirienne (vers l'Italie jusqu'en 1969 ; vers le Royaume-Uni ultérieurement), forcé est de constater que le plafonnement des importations françaises à partir de 1962 est plus que le passage au carton (entre 1962 et 1968), le grand responsable du spectaculaire ralentissement d'activité qui caractérise ici l'ensemble de la décennie 1960.

Certes on aura l'occasion d'améliorer ici, de 1963 à 1972, le niveau des exportations nationales puisqu'à l'exception de rares défaillances (entre 1964 et 1966 ; en 1970-1971 également) elles progressent encore d'un peu plus de 23 p. 100, mais on est déjà très en-deçà des performances passées et les pointes enregistrées en 1972 et 1974 ont de toute évidence une valeur exceptionnelle puisqu'en grande partie imputables à la bonne tenue du marché français. On s'aperçoit ainsi combien, plus de vingt ans après son émancipation politique, la Côte d'Ivoire reste en ce domaine dépendante de son ancienne métropole laquelle, non contente d'absorber bon an mal an deux tiers des bananes qu'elle commercialise, compense heureusement l'inconvénient des limitations contingentes qu'elle a dû lui imposer en lui permettant d'écouler ses fruits à un prix très supérieur aux meilleurs cours internationaux. Qui plus est, loin d'évoluer à partir de 1975 dans le sens d'un affaiblissement croissant, à la faveur d'un nouvel effort de diversification géographique des exportations, la relation entre les deux états tend au contraire à se resserrer à mesure que la Côte d'Ivoire est amenée à renoncer aux quelques débouchés nouveaux qu'elle s'était ouverts dans le courant de la décennie précédente en tirant notamment parti de son statut d'associée à la Communauté.

C'est pourquoi on peut constater que l'on est ici pra-

tiquement revenu dès 1980 à la situation dans laquelle était le territoire vers 1960 quand la France était encore le partenaire quasi-exclusif, à cela près que dans ces vingt années le tonnage des importations françaises de fruits ivoiriens a à peu près doublé et que cet apparent retour en arrière n'a rien de catastrophique surtout si l'on tient compte des effets pondéreux du changement de conditionnement réalisé entre temps. Il révèle cependant à l'évidence le total échec de la politique d'ouverture géographique développée successivement par la COBAFRUIT (Coopérative Bananière et Fruitière), la COFRUCI (Coopérative Agricole de Production Bananière et Fruitière de Côte d'Ivoire) et la SICOFREL (Société Ivoirienne de Commercialisation des Fruits et Légumes) qui eurent successivement la charge d'animer ce secteur dynamique de l'économie nationale.

Aucun des territoires de la zone franc intéressé à la production bananière commerciale, n'aura eu en effet plus de mal que la Côte d'Ivoire à jeter les bases d'une organisation professionnelle durable, en grande partie sans doute parce qu'il était apparu bientôt intolérable de laisser à un groupe assez étroit de planteurs, d'origine étrangère de surcroît, tous les bénéfices d'une situation d'exception. C'est pourquoi le gouvernement s'attacha immédiatement à promouvoir le développement des plantations indigènes puis à prendre le contrôle de la commercialisation des fruits tandis qu'il s'efforçait de doter le pays de son propre potentiel de transport frigorifique et parvenait même à imposer finalement le principe d'une participation égale à ce trafic des deux compagnies concernées : 50 p. 100 à la SITRAM (Société Ivoirienne de Transport Maritime) ; 50 p. 100 à la Société Fabre, filiale spécialisée de la Compagnie Maritime des Chargeurs Réunis.

Comme cette tentative d'africanisation de la culture bananière accompagne exactement ici la mutation technique qu'exprime assez bien l'évolution des modes de conditionnement, il avait aussitôt fallu doter ces nouveaux producteurs d'un encadrement spécifique, mais ni ASSABAF (Association pour l'Africanisation de la Culture Bananière et Fruitière) née en 1958, ni SOMOBAF (Société d'Assistance Technique pour la Modernisation de la Culture Bananière et Fruitière) apparue peu après, ne mettaient encore en question la prééminence de la COBAFRUIT qui conservait le monopole de la commercialisation pour laquelle elle avait dès 1954 mis en place une structure originale : l'Organisation Commune de la Production ou OCP. Car c'est en fait seulement à partir du moment où l'intervention des Pouvoirs publics dans ce secteur économique devint telle qu'elle rendait indispensable un effort de rationalisation, que l'on s'avisa de l'utilité de promouvoir de nouvelles structures en lieu et place de la COBAFRUIT qui avait orchestré fort honorablement la croissance récente des exportations mais se déclarait incapable d'affronter seule les nouvelles conditions du marché. La création de la SONACO (Société Nationale de Conditionnement) en 1964, entreprise mixte associant au capital privé (65 p. 100) une importante participation

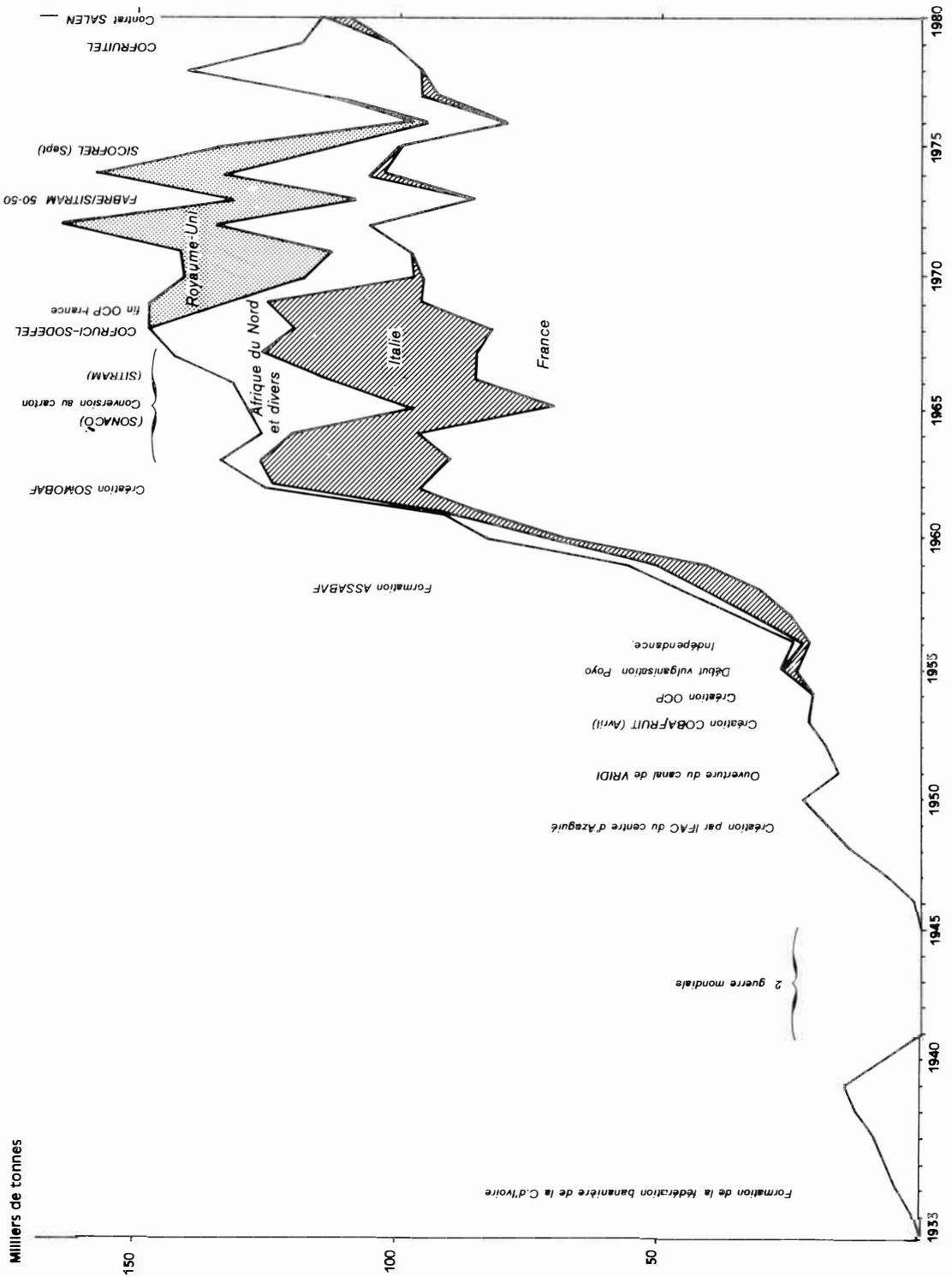


FIGURE 41 . Les exportations de la Côte d'Ivoire de 1933 à 1980.

publique (35 p. 100) dans le but de mettre en place le réseau de stations d'emballage indispensable, la mise en place en 1968 de SODEFEL (Société d'Etat pour le Développement de la Production des Fruits et Légumes en Côte d'Ivoire) responsable de l'encadrement technique de l'ensemble de la Profession, témoignent en effet de l'intérêt croissant que l'on portait au plus haut niveau à la santé de l'économie fruitière nationale.

Mais c'est seulement avec la fin des années 1960 que de nouveaux choix politiques devaient amener l'état ivoirien à un engagement de plus en plus direct en ce domaine comme le montre la formation en 1967 de la SITRAM (qu'il contrôle à 60 p. 100 dès 1970 puis à 100 p. 100 courant 1976), la création également en 1968 de la COFRUCI qui entraînera dès 1969 la fin des activités de l'OCP-France puis en 1971 la disparition de l'OCP-Côte d'Ivoire, et la substitution enfin à celle-ci en 1975 de SICOFREL l'année même où la SONACO devient à son tour société d'Etat.

Cette mise en tutelle tardive de la production bananière rompant brutalement avec le libéralisme des premières années de l'indépendance du territoire, ne fut pas on s'en doute des mieux tolérée par toute une partie de la Profession et le malaise créé par cette succession d'initiatives autoritaires eut probablement une part importante dans le ralentissement des expéditions que l'on constate en 1975 puis leur effondrement courant 1976. Il est vrai que les difficultés momentanées du secteur bananier, ses problèmes de main-d'oeuvre en particulier, et l'état du marché, contribuèrent alors à exagérer largement les effets de ces initiatives, mais on doit malgré tout constater que le redressement de 1978 n'excéda guère les 140.000 tonnes et que 1979 vit ensuite chuter plus nettement encore les exportations. C'est pourquoi on dut rapidement tirer les enseignements de la situation et se résigner à faire machine

arrière en rétablissant avec la mise en place de la COFRUITEL (Coopérative de Commercialisation des Fruits et Légumes de Côte d'Ivoire) un mode d'organisation plus souple, plus conforme en tout cas aux aspirations de la production industrielle dont le rôle reste ici essentiel. On notera pourtant que cette initiative bien que favorablement accueillie n'eut en fait d'autre résultat, en 1980, que de permettre un début de stabilisation des ventes qu'il faut d'ailleurs peut-être mettre surtout au compte de la bonne activité du marché français, car le repli de l'exportation n'en fut pas de toute évidence sérieusement atténué. Lors de la XIème session du Sous-groupe des statistiques du Comité intergouvernemental de la banane, réunie à Rome au début du mois d'avril 1984, les chiffres préliminaires que l'on fut amené à publier n'accordaient pas beaucoup plus de 79.000 tonnes à la Côte d'Ivoire pour 1983.

De ce fait, après une poussée spectaculaire des cultures dans la période 1957-1969 où elles passent des 1.300-1.400 hectares qu'elles couvraient au moment de l'indépendance à un peu plus de 8.000 hectares au début des années 1970, la bananeraie ivoirienne tend actuellement à se replier sur les sites les plus favorables à cette production qui sont aussi les plus proches du port d'Abidjan, tandis que déclinent rapidement ou disparaissent un certain nombre de centres périphériques tels les groupes de Tiasalé, de Divo et de la Comoé (tableau 55). Ainsi se confirme aujourd'hui l'ancienne prééminence de l'axe ferroviaire et routier Abidjan-Agboville (57 p. 100 de la production en 1958 ; près de 60 p. 100 en 1976), tandis que se stabilisent relativement les résultats de la zone des Lagunes et du Niéky où l'on avait pourtant enregistré dans les années 1960 les progressions les plus rapides. Ce n'est pas assurément l'un des effets les moins importants des mutations récentes ayant affecté les conditions d'exploitation de la bananeraie que ce repli «organisé» autour d'Abidjan

TABLEAU 55 - L'évolution géographique de la bananeraie ivoirienne.

en pourcentages, sauf total :	1958	1962	1965	1968	1971	1974	1976
Niéky	12.6	10.0	12.0	19.0	18.0	16.6	17.7
Lagunes	12.6	} 19.0	} 21.0	10.8	15.6	16.7	14.5
Anyama	-			8.0	6.4	9.5	9.5
Azaguié	26.6	20.0	17.5	23.5	27.0	33.0	34.6
Agboville	22.4	20.0	19.5	18.7	13.8	12.7	15.7
Aboisso	-	2.0	6.0	9.0	10.2	6.4	5.0
Tiasalé	12.0	11.0	10.0	8.0	5.5	4.7	3.0
Comoé	-	2.5	4.0	3.0	3.5	-	-
Sassandra	13.7	6.0	5.0	-	-	-	-
Divo	-	9.5	5.0	-	-	-	-
Production totale * (milliers de tonnes)	50.0 ?	131.3	138.3	176.6	188.4	207.8	130 (?)

* - équivalent régimes.

dont témoigne notamment en 1968-1969 la disparition de la vieille région de production de Sassandra. Mais il est évident qu'après les excès de la folle expansion des années 1950-1960, il était devenu indispensable de rationaliser la situation afin d'améliorer la compétitivité internationale des fruits ivoiriens et leur permettre de reconquérir les clientèles perdues depuis 1977.

Tout le problème est cependant de savoir si l'exportation ivoirienne a conservé ce faisant l'essentiel de son dynamisme passé ou si elle ne sera pas tentée plutôt d'exploiter désormais simplement, comme il le semble bien, la rente de situation dont elle dispose sur le marché français. Le temps peut-être que se dessine en lignes plus nettes l'avenir politique de la Côte d'Ivoire.

Le Cameroun. Au moment de la création de l'OCB, en 1964, la situation de la bananeraie camerounaise apparaissait dramatique. Partout les exportations déclinaient plus ou moins rapidement et dans la partie orientale du territoire où l'avenir de la spéculation fruitière semblait pourtant mieux assuré, la baisse de la qualité se faisait inquiétante. N'avait-on pas constaté, de 1959 à 1964, un net fléchissement du poids moyen des régimes exportables (moins 17,5 p. 100) tandis que la part des refus à Bonabéri s'aggravait progressivement : 8,4 p. 100 en 1959, 8,9 p. 100 en 1962, 15,1 p. 100 en 1964. Elle était déjà selon J. LECOQ de 17,7 p. 100 en 1965 et dépassait légèrement les 23 p. 100 en 1966. Certes cette dégradation rapide était surtout le fait d'un secteur artisanal en pleine déconfiture, mais nul n'échappait en réalité au marasme et c'était l'ensemble de la Profession qui pâtissait finalement de cet état de chose regrettable. Il était donc urgent de réagir.

A cette fin, l'Organisation Camerounaise de la Banane mit aussitôt sur pied un projet qui prévoyait la conversion de 4.000 hectares de bananeraies à réaliser sous son con-

trôle, dans le cadre des Fédérations de Coopératives existantes, sur les terres de leurs adhérents. Mais l'état contemporain du Marché international ne permit pas au Fonds Européen de Développement (FED) de donner une suite favorable à la demande de crédits qui lui avait été présentée pour une première tranche de réalisation devant permettre la production de 80.000 tonnes de bananes, et c'est finalement sur financement national, en se fixant en conséquence des objectifs immédiats modestes, que l'on put aborder cet indispensable effort de rénovation des plantations. Ainsi après s'être d'abord attachée à stimuler la mise en place d'un réseau de centres de conditionnement modernes grâce à un prêt de 28 millions consenti par la Caisse de péréquation du riz à une subvention fédérale de 15 millions (1967-1968), l'OCB put consacrer l'essentiel de ses efforts à l'amélioration de la production.

Deux programmes d'aménagement furent successivement lancés avec des objectifs de plus en plus ambitieux à mesure que se perfectionnaient les méthodes d'intervention de cet organisme ; 800 hectares à partir de 1970 ; 1.600 hectares vers le milieu de la décennie. De ce fait, en 1978, au moment où l'on se préparait à de nouvelles initiatives, l'Etat camerounais se trouvait déjà superviser étroitement la mise en valeur d'un peu plus de 2.200 hectares, soit à peu près 52 p. 100 de la bananeraie totale, dont 1.500 grâce à l'OCB et 720 par l'entremise de la Cameroons Development Corporation (tableau 56). Il n'assurait cependant à l'époque, du fait de rendements relativement bas (18,4 tonnes/hectare), que 49 p. 100 des exportations. Il est en effet important de constater que loin de chercher, comme la Côte d'Ivoire, à établir son contrôle sur l'ensemble de son économie bananière, le Cameroun s'est au contraire attaché jusqu'ici à préserver l'existence d'un secteur privé important contrôlant une part essentielle de la production et la totalité de la distribution des fruits sur les marchés extérieurs. C'est pourquoi après les maigres résultats de 1968 (45.000 tonnes), on constate malgré tout une très nette reprise de l'exportation qui progresse par

TABLEAU 56 - La bananeraie camerounaise en 1978.

	Surfaces (ha)		Tonnage exporté		Rendement (t/ha)
Sous le contrôle de l'Etat	2.220	51,9 %	40.752	49,1 %	18,4
O.C.B.	1.500		29.955		19,97
C.D.C.	720		10.797		15,00
Plantations privées	2.055	48,1 %	42.159	50,9 %	20,5
SPNP (Groupe Martin)	780		19.467		24,96
Nassif	330		6.335		19,20
CAM/SPB/Pallier	310		4.912		15,85
PMP	255		4.706		18,45
Tiani	70		1.988		28,40
CDB	55		1.048		19,05
IRAF	29		975		33,62
divers	226		2.728		12,07
TOTAL GENERAL	4.275		82.911		19,39

d'après GRAVELLINI,(1980).

paliers successifs (48 à 50.000 tonnes en 1970-1971, 60 à 65.000 tonnes en 1972-1973 ; 74 à 75.000 tonnes en 1974-1975) jusqu'à un peu plus de 80.000 tonnes pour 1977-1978. Pourtant là encore il convient de noter qu'après le maximum de 1977, voisin des 85.000 tonnes, la tendance de l'exportation devait également s'inverser et que quatre ans seulement suffiront alors à la ramener au niveau de ... 1973, soit une chute de l'ordre de 30 p. 100.

Ainsi se manifeste à l'évidence l'extrême fragilité actuelle de la production africaine et la quasi-impossibilité dans laquelle elle se trouve de résister longtemps à la concurrence étrangère dès lors qu'elle entreprend de s'aventurer hors de ses marchés protégés. C'est dire en fait le peu d'avenir de la spéculation bananière en Afrique et la fragile construction qu'elle représente puisqu'elle dépend totalement de l'état des relations de chaque territoire avec son ancienne métropole sans que l'intéressé n'y soit jamais parfaitement garanti contre les attaques de la concurrence, nationale et internationale. Il apparaît donc dans ces conditions plus urgent de consacrer ses énergies à la défense d'une position relativement avantageuse qu'à la conquête toujours précaire de nouveaux débouchés comme le montre l'attitude de repli de la Côte d'Ivoire ou du Cameroun dans les dernières années. On ne peut en conséquence présager de spectaculaires reprises.

La Somalie. Elle ne se signale pas dans les dernières années par des comportements fondamentalement différents puisqu'à l'imitation de la Côte d'Ivoire, elle enregistre un maximum d'activité commerciale au début des années 70 (134.000 tonnes en 1972), puis régresse rapidement dans la hiérarchie de l'exportation africaine à travers l'ensemble de la décennie pendant laquelle elle est successivement dépassée par le Cameroun (en 1975) puis l'Angola (en 1980).

Dans l'immédiat en effet la Somalie avait bien surmonté la banalisation de ses rapports avec l'Italie qui lui avait d'ailleurs par le décret de décembre 1965 reconnu quelques avantages particuliers : la possibilité de disposer d'un contingent d'importation substantiel ; un sensible abaissement en sa faveur du niveau de l'impôt à la consommation pesant sur la banane pour 1966 et 1967 à concurrence de 100.000 tonnes, ce qui était alors à peu près le maximum de ses possibilités. Pourtant la disparition de l'AMB et la soudaine évolution des conditions du commerce bananier à l'intérieur de la Péninsule qui accompagne l'effondrement de cette vieille institution avaient surpris la Somalie au plus mauvais moment qui se puisse imaginer puisqu'engagée depuis peu dans la reconversion variétale de ses plantations, elle était également sur le point d'aborder le changement de ses modes de conditionnement traditionnels. Qui plus est, dès le milieu de 1967 la seconde fermeture du canal de Suez était venue désorganiser brutalement l'exportation, le temps au moins que l'affrètement de navires plus grands et plus rapides du type de ceux que l'on exploitait alors sur l'Equateur et le Centre-Amérique permette

de surmonter heureusement ce lourd handicap. On doit donc assurément considérer comme remarquable que dans ces conditions l'exportation somalienne n'ait chuté, de 1965 à 1967, que de 17.000 tonnes (moins 17 p. 100) et qu'elle soit ensuite parvenue à corriger aussi rapidement ce fléchissement accidentel. Elle atteindra même, dans la foulée, en 1972-1973, ses meilleurs résultats historiques.

Alors que dans l'immédiat le désaccord des deux coopératives sur le problème de l'exportation des fruits avait abouti à l'éclatement de la Fédération locale des producteurs de bananes, et poussé chacune d'entre elles à chercher de son côté le moyen d'assurer la permanence de ses relations commerciales avec l'Italie (la SACA rejoint la Comafrika ; la SAG se rapproche de la UFC), les graves difficultés créées par les événements de 1967 devaient inciter par réaction le gouvernement somalien à s'intéresser de plus en plus étroitement à l'avenir d'une activité qui était depuis de nombreuses années la principale source de devises étrangères du territoire. C'est pourquoi, tandis que les problèmes d'exportation vers la Péninsule incitaient de plus en plus à prospecter de nouveaux débouchés, dans les pays du Proche-Orient notamment qui absorbent dès 1969 6.500 tonnes de fruits, de gros efforts furent simultanément développés pour amener les producteurs à surmonter leurs divisions. Mais il faudra cependant attendre le mois d'août 1970 pour qu'avec la mise en place d'un «Office National de la Banane» s'achève véritablement la période de transition ouverte cinq ans plus tôt par la disparition de l'AMB dans les circonstances que l'on a dites (tableau 57).

Dès lors l'évolution de la spéculation bananière en Somalie se développe selon un schéma qui nous est maintenant familier. Dans un premier temps en effet on assiste à une rapide progression des exportations malgré le ralentissement, dès 1970, des chargements à destination de l'Italie. Le développement des expéditions vers les pays du Moyen-Orient (15.800 tonnes en 1970, 25.000 tonnes en 1971, 45.600 tonnes en 1972), l'apparition en 1971 d'un courant secondaire mais apparemment prometteur vers l'Allemagne orientale (2.000 tonnes la première année, près de 10.000 tonnes l'année suivante) parviennent à masquer fort heureusement le déclin des importations italiennes qui ne représentent plus dès 1972 60 p. 100 des exportations du territoire. Mais dès 1973 et jusqu'au terme de la décennie, on assiste par contre à une rapide dégradation des résultats commerciaux de la bananeraie somalienne. Les chargements annuels chutent en effet dès 1975 à moins de 100.000 tonnes, frôlent les 50.000 tonnes en 1977, marquent une courte hésitation de 1977 à 1979 (plus 20 p. 100), puis plongent à moins de 50.000 tonnes dès l'année suivante. On s'aperçoit ainsi qu'en 1980 la Somalie n'a exporté guère plus que ce que l'Italie acceptait encore de lui acheter, une trentaine de milliers de tonnes. On peut donc en ce début des années 80 se montrer sceptique sur le problème de l'avenir de la spéculation bananière dans cette partie de l'Afrique et ceci d'autant plus qu'à l'inverse de la Côte d'Ivoire et du Cameroun dans le cas de la France la Somalie n'a pas la garantie d'un

TABLEAU 57 - Structure de la bananeraie somalienne en fonction de la surface cultivée en bananes à la veille de la création de l'Ente Nazionale Banane (1969).

	Bas Giuba		Afgoi-Genale		Total		p. 100 surface totale
	nombre	surface	nombre	surface	nombre	surface	
moins de							
10 ha	13	100	21	136	34	236	3,5
10-20	9	149	23	358	32	507	7,5
20-40	17	490	36	1.040	53	1.530	22,8
40-80	19	962	21	1.197	40	2.159	32,1
80-160	9	992	3	300	12	1.292	19,2
plus de 160	4	992	-	-	4	992	14,8
TOTAL	71	3.685	104	3.031	175	6.716	100,0
surface moyenne		51,9		29,1		38,4	

Source : FAO , CCP BA 71/2.

contingent minimum d'importation sur le marché italien. Mais il faut bien reconnaître après tout que la culture de la banane pour l'exportation était loin d'avoir trouvé ici des conditions optimales.

L'Angola et Madagascar. Un tableau de l'évolution récente de la production africaine ne saurait être complet sans une courte évocation de ces deux pays qui ont en commun de s'être laissés brièvement tenter par les prestiges de la spéculation bananière à une époque où la plupart des territoires qui s'étaient le plus tardivement aventurés dans ce domaine d'activité avaient déjà en général préféré abandonner.

Les premières plantations à finalité commerciale apparaissent en effet avec les premières années 60 dans l'arrière-pays de Tamatave sous l'impulsion de l'IFAC qui n'eut apparemment guère de peine à convaincre les autorités malgaches de l'intérêt de cette innovation. Les progrès du transport maritime des fruits sur les longues distances autorisaient l'expérience tandis que l'évolution rapide de la consommation française invitait d'autant plus à ce type d'initiative que l'organisation de notre marché ne prévoyait pas encore de continger les importations à l'intérieur de la zone franc. On put ainsi, en sollicitant les petits producteurs, exporter 600 tonnes en 1961 puis 3.200 tonnes en 1962 et approcher dès 1963 les 10.000 tonnes, soit la valeur du quota finalement accordé par la France quand, au lendemain de l'arbitrage De Gaulle, on parvint à se mettre d'accord sur la place qu'il convenait de faire à ce «nouveau venu». Cependant on n'assistait pas pour autant à une stabilisation immédiate de l'exportation car la désorganisation du marché français résultant de la première grande série de cyclones aux Antilles permit opportunément d'effectuer quelques dépassements comme le révèle clairement la pointe d'activité de la période 1964-1967 : 17.400 tonnes en 1965, 31.600 tonnes en 1966 (dont une partie vers l'Italie), 21.000 tonnes en 1967

selon les chiffres de la FAO.

A partir de là en effet, la situation se dégrade rapidement. Interviennent conjointement ou successivement dans cette évolution défavorable : la baisse des prix payés aux producteurs (ils chutent par exemple au stade nu plantation de 20,4 francs malgaches au kilogramme en 1964 à 7 francs en 1967) ; la fermeture du canal de Suez ; la vulgarisation de l'emballage de carton (en 1967 et 1968) ; un certain nombre de cyclones enfin qui, de 1970 à 1972 notamment, ravagent les cultures. On s'aperçoit ainsi qu'en dépit des efforts financiers consentis par le gouvernement malgache pour tenter de relancer la production, l'île n'est plus capable depuis 1971 d'honorer son quota. Elle tombera même dès la fin de la décennie à moins de 5 000 tonnes mais n'a pas semble-t-il à l'heure actuelle pris l'initiative de suspendre totalement ses chargements si modestes soient-ils. On peut donc là encore se questionner sur l'avenir d'une activité qui a apparemment perdu tout dynamisme et se survit médiocrement depuis une quinzaine d'années. Le paradoxe de l'expérience malgache est en effet qu'à une époque où la spéculation bananière commerciale ne pouvait déjà plus se concevoir que sur le mode intensif, ce qui exigeait des intéressés compétences techniques et moyens financiers adéquats, on se soit obstiné à promouvoir essentiellement la petite production, celle justement qui était la moins capable économiquement et intellectuellement, de répondre aux nouvelles exigences du Commerce international. Il importait donc peu que l'on ait mis en place aussitôt un réseau de coopératives (11 en 1968 groupant les chefs d'exploitation autour de un à deux centres de conditionnement), et que celles-ci aient disposé avec l'IFAC d'un encadrement de qualité dès lors qu'en 1967, sur 1.873 plantations répertoriées, 35 dépassaient 5 hectares et 8 seulement la trentaine d'hectares.

Il faut donc remarquer qu'en dépit du caractère tardif de l'opération, le lancement de la culture bananière d'exportation à Madagascar s'inscrit dans le droit fil de ce que

l'on a pu réaliser en ce domaine dans les dernières années de la colonisation quand dans le cadre de relations privilégiées on était souvent tenté d'accorder plus d'importance aux effets sociaux de la mise en valeur qu'à ses résultats proprement économiques. On ne s'étonnera donc pas dans ces conditions qu'il ait fallu rapidement déchanter et que tous les efforts développés depuis 10 ans pour tenter de rentabiliser enfin cette activité aient ici pratiquement échoué faute de pouvoir aborder de front le vrai problème : l'insuffisance évidente des structures de la production. L'Angola lui-même n'échappa pas à cet écueil bien que le morcellement de l'exploitation bananière y ait été incontestablement beaucoup moins poussé.

Longtemps fort modestes (1.172 tonnes en 1960 ; 1.755 tonnes en 1962), l'exportation des fruits angolais ne se développe réellement qu'à partir du milieu de la décennie avec l'apparition de navires spécialisés. Elle approche ainsi les 4.000 tonnes en 1966, dépasse les 15.000 tonnes deux ans plus tard et progresse rapidement jusqu'à 1974-1975 où elle culmine brièvement ainsi qu'il a été dit aux alentours de 80-85.000 tonnes. C'est l'époque où la Côte d'Ivoire réalise ses plus fortes expéditions, où la Somalie dépasse encore les 100.000 tonnes, où le Cameroun amorce un redressement prometteur, où la spéculation bananière d'une façon générale manifeste pour la dernière fois en Afrique sa vitalité. Ayant décidé officiellement de pousser la production fruitière dans ses provinces d'Outre-Mer, le Portugal avait mis ici essentiellement sur deux régions : la zone Benguela-Lobito, au sud, qui avait effectué en 1966 59,2 p. 100 des exportations totales mais était déjà tombée en 1968 à moins de 50 p. 100 ; l'arrière pays du port de Luanda au nord où se concentre rapidement le port de la production, où se multiplient également les entreprises agricoles les plus importantes. On a au reste assez peu de renseignements précis sur les étapes du développement de la bananeraie angolaise.

On sait cependant qu'en 1970, par exemple, le Vale do Cavaco (Concelho de Benguela), l'un des secteurs de culture les plus méridionaux, comptait déjà 1.100 hectares de plantations répartis entre 61 producteurs dont 24 producteurs-exportateurs (ayant par définition au moins 20 hectares en culture et récoltant plus de 300 tonnes de bananes par an), et 37 producteurs confiant l'expédition de leurs fruits à une coopérative fondée dès 1961. Il apparaît ainsi que dans un secteur où la petite production était réputée prédominante, la moyenne des exploitations se situait malgré tout à l'époque à 18 hectares soit moins que la Somalie (38,4 en 1969), mais beaucoup plus que Madagascar. Pourtant aussi brillante qu'ait été l'expansion de la bananeraie angolaise pendant les deux dernières années de la Colonie, c'est fort brutalement qu'elle devait s'interrompre avec la proclamation de l'indépendance et céder la place à une réaction d'abandon (moins 42 p. 100 en deux ans) qui n'est pas sans évoquer le reflux accéléré, seize à dix-sept ans plus tôt, de l'exportation guinéenne. On parviendra certes à stabiliser momentanément la situa-

tion, mais dès le début de la décennie suivante on doit constater que l'Angola a disparu à son tour des répertoires statistiques publiés par la FAO.

Ainsi, entre la fin des années 50 et le milieu des années 1970, de l'indépendance guinéenne à l'indépendance angolaise, l'Afrique bananière connaît ses derniers sursauts d'activité et amorce à peu près partout un repli remarquable qui prend parfois l'allure d'une véritable déroute. Certes subsistent encore ici quelques fournisseurs (la Côte d'Ivoire, le Cameroun) qui parviennent à faire quelque figure face à leurs homologues de la zone Caraïbe (la Martinique, la Guadeloupe, les îles Windward, la Jamaïque) et aux producteurs les plus modestes de l'Amérique continentale (le Brésil, le Nicaragua), mais combien dérisoires apparaissent maintenant ces leaders régionaux face aux ténors de l'exportation internationale que sont derrière l'Equateur et le Costa-Rica, le Honduras, les Philippines, le Panama, la Colombie, qui tous ont franchi au plus tard dans la dernière décennie le cap du demi-million de tonnes ! Car le fait est à souligner, le seul des territoires de l'ensemble eurafricain que nous venons d'évoquer qui approche ces remarquables réussites économiques, est l'archipel canarien auquel son statut de Province espagnole a valu depuis presque un demi-siècle une protection indéfectible, une parfaite exclusivité commerciale.

Si l'on met en parallèle la liste des exportateurs africains au début des années 60 et les plus récents tableaux statistiques de la FAO, on s'aperçoit donc que le nombre des pays intéressés à la spéculation bananière, s'est, en 20 ans, assez exactement réduit de moitié et que cette simplification radicale n'a pas seulement affecté les seconds rôles, alors que dans le même temps la géographie de la production américaine se révélait parfaitement stable et enregistrait même quelques reprises spectaculaires. On pourrait dans ces conditions être tenté un peu hâtivement de célébrer les vertus de la libre-concurrence si l'exemple des Canaries ou des Antilles françaises n'était pas là pour nous rappeler opportunément que les marchés protégés ne sont pas dépourvus d'avantages pour leurs heureux bénéficiaires, ni incapables d'efficacité économique. Ce qui est vrai par contre, c'est que la position est éminemment fragile et que toute remise en question de la situation de dépendance qui a pu autoriser dans le passé l'octroi de ce régime de faveur, peut avoir à terme rapproché les effets les plus fâcheux. Car très vite apparaît au grand jour le «revers» de la situation : des coûts salariaux excessifs altérant plus ou moins gravement la compétitivité du produit ; des structures de production et de commercialisation relativement moins efficaces que celles dont peuvent se prévaloir les Multinationales bananières. Coopératives, Offices nationaux, sociétés de transport indépendantes ou nationalisées, ont en fait les plus grandes difficultés à lutter, dans l'état actuel des choses, avec la grande entreprise intégrée omniprésente et capable d'associer à l'ampleur de ses moyens financiers et techniques, la souplesse d'une organisation parfaitement rodée, l'efficacité d'un personnel compétent et motivé.

Il en résulte paradoxalement que même là où subsiste encore la garantie d'un quota commercial, la concurrence est telle au plan de la qualité (entendons par là l'aspect du fruit présenté à la vente au détail mais surtout, l'assurance pour le mûrisseur d'un niveau de pertes limité), que les résultats peuvent s'avérer assez décevants. L'inflexion récente de toutes les courbes de l'exportation africaine est à ce sujet caractéristique.

VIEUX PRODUCTEURS ET NOUVEAUX VENUS DE L'ASIE ET DE L'OCEANIE

Nous abordons avec ce chapitre un groupe de pays hétérogène, largement dispersé aussi à la surface du Globe, puisqu'aux côtés de quelques gros producteurs de l'Asie du Sud-est, il nous faudra évoquer, brièvement, un certain nombre d'îles du Pacifique ayant entretenu notamment des relations commerciales plus ou moins durables avec l'Australie et la Nouvelle Zélande, ou même un pays comme Israël qui a pu développer un petit trafic bananier en annexe des exportations d'agrumes et de primeurs qui lui assurent une haute réputation dans le domaine des fruits et légumes. Mais il nous semble difficile au terme de cette longue étude de la géographie de la spéculation bananière de ne pas faire une place même minime à quelques-uns des territoires où celle-ci a connu certains de ses plus anciens développements, où elle a enregistré également ses premières graves difficultés, où ont été mises au point enfin quelques-unes des techniques les plus prometteuses qui ont assuré sa survie ou aidé plus récemment à son renouvellement. Il est cependant évident que dans de telles conditions, il nous sera difficile de trouver un fil directeur aussi solide que dans les cas précédemment évoqués (l'Amérique, l'Afrique) où transparaissent nettement ici l'activité des grandes sociétés bananières, là les effets de la colonisation et de la tentation protectionniste à laquelle cèdent les Etats avec la crise économique de 1929. Un autre écueil, inéluctable celui-là, tient aux difficultés de la quête documentaire, à la rareté ou à l'absence de travaux aisément accessibles, à l'éloignement et à la dispersion des centres d'information.

Ne nous le dissimulons pas : en l'absence d'études ayant connu une suffisante diffusion, il est évident que l'on sait peu de choses en Europe du développement de la spéculation bananière aux Hawaï et aux îles Fidji, à Taïwan ou récemment en Thaïlande. Même dans le cas d'Israël et des Philippines, pour lesquels on est un peu mieux informé, on s'aperçoit qu'il faut en réalité se contenter d'indications très vagues ou partielles tant on s'est en général peu soucié en Europe d'approfondir le cas de ces producteurs «périphériques». Israël est en effet un trop modeste exportateur pour constituer une menace sérieuse pour les fruits africains et antillais, et les Philippines sont trop lointaines, trop polarisées aussi par le marché japonais, pour constituer un véritable sujet de préoccupation. C'est pourquoi nous n'accorderons à ces territoires que des développements rela-

ivement limités. Cependant trop de choses ont changé depuis quinze ans dans la géographie de la production bananière en Asie du Sud-est notamment, pour que nous puissions raisonnablement nous permettre de placer sur le même plan des pays qui, tels les Fidji, les Samoa, les Tonga, restent ce qu'ils ont toujours été, de modestes exportateurs, ou comme les Philippines, ont connu depuis peu une étonnante promotion.

C'est pourquoi nous accorderons malgré tout des développements plus étoffés à ces nouveaux venus qui ont su plus ou moins rapidement exploiter la réussite économique du Japon, de Singapour, de la Corée du Sud et des pays du Golfe Persique et forcent l'admiration par la qualité des résultats obtenus. Nous serons dans ces conditions mieux à même de juger ensuite du poids réel de tous les autres producteurs, souvent modestes, de l'Océanie ou du Moyen-Orient.

De Taïwan aux Philippines, les progrès récents de la spéculation bananière en Asie du Sud-est.

Longtemps Formose, l'actuelle Taïwan, fut ici le seul territoire concerné par la production bananière commerciale. Tombée dans l'orbite japonaise, l'île valorisait ainsi sa position géographique et sa dépendance politique. Mais incapable de répondre exactement dans les années 1960 à l'élargissement rapide de la demande de son marché traditionnel, elle fut rapidement rejointe puis bientôt surclassée par les Philippines qui, sous la double impulsion de l'importation japonaise (Sumitomo) et des grandes sociétés bananières Nord-américaines (United Brands, Castle and Cooke, Del Monte), se convertissent localement à la culture fruitière d'exportation (tableau 58). Simultanément apparaissent, en Malaisie, en Thaïlande, de nouveaux foyers de production. Mais leur essor à travers les années 1970 est dans l'ensemble médiocre et ils ne parviennent pas de ce fait à compenser le très net repli des exportations taïwanaises depuis le début de la décennie. D'où le recul global de la contribution Est-asiatique aux échanges internationaux après le maximum de 1975 où l'on était parvenu à dépasser nettement le million de tonnes.

Taïwan. C'est entre les deux guerres un exportateur secondaire mais régulier qui dans la période 1925-1938 a expédié de 80.000 à 150.000 tonnes de fruits. Après 1945, il reprend ses activités commerciales mais la relance de la consommation japonaise tarde à se faire sentir et il faudra attendre 1964 pour que soit dépassé le maximum de 1937 : 156.780 tonnes. A partir de là cependant la progression des ventes est rapide et les 400.000 tonnes sont atteintes dès 1969, ce qui constituait alors 25 p. 100 des exportations agricoles de l'île et 5 p. 100 des exportations totales. A cette date où l'on peut à peu près situer l'apogée des cultures bananières commerciales, les plantations étaient estimées couvrir globalement 47.000 hectares dont 23.000 pour la Province centrale de Taïchung

TABLEAU 58 - Evolution récente des exportations de l'Asie du Sud-est (d'après FAO).

en milliers de tonnes	1963	1966	1969	1972	1975	1978
Taiwan	60,7	370,2	450,0	262,0	120,0	100,0
Philippines	0,1 ?	0,1 ?	24,0	422,4	903,0	834,1
Malaisie	0,2	0,1	5,0 ?	21,0	23,6	27,1
Thaïlande	2,2	10,0	2,0	11,0	20,0	19,2
Inde	12,5	8,0	6,0 ?	4,0	10,0	15,0
Pakistan	?	?	?	1,5	3,7	8,5
Vietnam	6,9	10,0	3,0 ?	2,0	2,0	8,0
TOTAL	82,7	398,4	490,0	724,9	1.082,3	1.011,9

Noter le chassé-croisé Taiwan-Philippines.

et 22.000 dans la province méridionale de Kaohsiung qui réalise en fait à elle seule grâce à des rendements relativement élevés (de l'ordre de la vingtaine de tonnes à l'hectare) 77 p. 100 de la production et 92 p. 100 des exportations de l'île.

La spéculation fruitière a toujours été à Formose le fait de très petits exploitants ne consacrant pas en général à la banane plus d'un demi-hectare et travaillant le plus souvent en famille des terres qu'ils détiennent en pleine propriété. C'est pourquoi malgré de fréquentes replantations, rendues notamment nécessaires par les nombreux cyclones, la variété Grande Cavendish n'y donne pas en moyenne plus de 6 tonnes à l'hectare. La faible intensité des techniques de culture encore utilisées explique également que la récolte soit encore caractérisée, au tournant des années 1970, par une très nette pointe saisonnière (entre avril et juillet) malgré tous les efforts développés dans le passé pour parvenir à un meilleur étalement de la production. Pourtant les Pouvoirs publics n'ont pas ménagé leur appui financier soit afin d'aider les planteurs à se former au sein de leurs coopératives aux méthodes modernes de culture et de conditionnement, soit afin de leur permettre de surmonter la fréquence des typhons ou de supporter la dépense exigée par la répétition des traitements phytosanitaires. Cependant le souci d'encadrer le secteur bananier n'est jamais allé jusqu'à la mise en place d'un organisme d'Etat contrôlant la vente des fruits même s'il faut reconnaître que la part des exportations effectuée par la Fédération des Coopératives de Commercialisation des Fruits et Légumes (45 p. 100), celle de l'Association des Exploitants indépendants (5 p. 100), et celle des exportateurs privés (50 p. 100), ont été expressément fixées par un décret gouvernemental.

Le souci de répartir le marché entre les producteurs, préalablement groupés de diverses façons, et les commerçants, souvent les représentants à Taïwan de maisons d'importation japonaise, est évident. S'y ajoute la volonté d'un partage géographique d'influence entre la Fédération qui intéresse les seules Provinces de Taïchung et de Kaohsiung et l'Association qui développe son activité dans le reste du pays. Car la commercialisation des bananes est

malgré tout fortement structurée. Tous les trois mois en effet une Réunion commune du Comité des exportateurs de Taïwan (5 représentants de la Fédération, 5 de l'exportation privée, 1 de l'Association) et du Comité des importateurs japonais, a la charge de fixer le volume des expéditions de l'île pour le trimestre suivant, de répartir les contingents, de déterminer enfin les prix applicables pour la période. Il revient ensuite à un Comité des Transports maritimes réunissant autour d'un représentant de l'autorité ministérielle concernée les trois groupements que nous connaissons, de mettre en place le programme des chargements à destination des divers ports desservis où traditionnellement, au stade CAF, la vente des fruits devient effective. Pourtant, malgré l'incontestable réussite que révèle la forte croissance des exportations taïwanaises dans la seconde moitié des années 1960, malgré l'extrême sollicitude des Pouvoirs publics à l'égard d'une activité dont le rôle social est évident, on ne put empêcher le rapide renversement de situation de la décennie suivante. Dès 1972 en effet, le trafic bananier de l'île avait chuté de près de 50 p. 100 et il était au plus tard en 1977 au tiers de ses résultats de 1969.

Incapable de rivaliser sérieusement avec l'exportation des îles Philippines en raison de coûts de production relativement élevés et de trop fréquents cyclones, Taïwan a donc dû rapidement renoncer à son ancienne position de principal fournisseur du marché japonais. De vieilles relations commerciales, la relative proximité de cette clientèle étrangère qui lui permet en particulier de recourir à un type de navire plus banal, l'ont cependant aidée à préserver tant bien que mal une seconde place fort honorable même si l'on ne peut plus actuellement espérer écouler beaucoup plus de 100 à 150.000 tonnes de fruits chaque année. C'est encore malgré tout plus que ce que l'on expédiait avant 1963 et guère moins que ce que l'on a réalisé dans les meilleures années précédant la seconde guerre mondiale.

Les Philippines. Elles effectuent à l'extrême fin des années 1960 une percée aussi remarquable que parfaitement inattendue pour le non initié. Mais à partir du moment où des entreprises telles que Castle and Cooke ou

Del Monte commençait à s'intéresser de très près à la consommation japonaise de bananes, il était inévitable qu'elles soient tentées de solliciter tôt ou tard le vaste potentiel de production d'un territoire où leur intérêt plus ancien pour la culture de l'ananas les avait déjà amenées à prendre pied. Dès la fin de 1970, la STANPHILCO, filiale locale de la Standard Fruit (Standard Philippine Company) et la Philippine Packing Corporation, émanation de la Del Monte, avaient ainsi mis en valeur respectivement 3.000 et 2.000 hectares soit à l'époque 1.800 ha dans le premier cas, 1.000 pour le second, en production. United Brands était aussi présente, on s'en doute, mais n'ayant pas l'avantage comme ses deux rivales de l'ancienneté d'établissement, elle s'était efforcée de compenser hâtivement son handicap en recherchant l'association d'une société locale, la Tagum Agricultural Development Corporation ou TADECO. Avec un millier d'hectares en culture et 200 hectares seulement en production, elle devait ainsi pour la première fois sans doute d'une très longue histoire, se contenter de la troisième place !

Nous nous sommes efforcés de synthétiser sur le tableau 59, à partir des rares données chiffrées disponibles, la rapide expansion des plantations de l'archipel dans la première moitié des années 1970. On y constatera à la fois la fébrilité de l'effort de mise en valeur [6.200 ha en 1970, 15.100 ha (plus 143 p. 100) en 1972], et le très sensible ralentissement qui accompagne ensuite l'entrée en pleine production des nouvelles bananeraies [15.100 ha en 1972, 21.400 ha (plus 42 p. 100) en 1974]. On y remarquera aussi le rôle déterminant des groupes qui dominent le commerce bananier international parmi lesquels s'individualise particulièrement la United Brands laquelle, partie plus tard, s'efforce de combler son handicap par un rythme de croissance beaucoup plus soutenu dans la période considérée (plus 130 p. 100 de 1970 à 1972, plus 78 p. 100 de 1972 à 1974). On y notera surtout qu'après avoir contribué au lancement de la spéculation bananière dans l'île de Mindanao, ces trois grandes entreprises ont été très vite rejointes par un certain nombre d'affaires indépendantes, donc concurrentes, au premier rang desquelles on citera la

société japonaise Sumitomo associée en l'occurrence à la Davao Fruit Corporation.

Car loin de reprendre les formules retenues vingt ans plus tôt lors du lancement, quelque peu anarchique, de l'exportation équatorienne, si les grands intermédiaires commerciaux se sont autant que possible efforcés de laisser ici la gestion des plantations aux mains d'intérêts locaux, c'est en privilégiant cette fois la constitution de groupes importants, exploitant au besoins plusieurs milliers d'hectares, plutôt que la multiplicité (et l'hétérogénéité) des partenaires. On est ainsi frappé par l'importance des entreprises agricoles qui dominent la production telles la TA-DECO, 4.079 ha plantés à la fin de 1974, la Davao Fruit Corporation (2.720 ha à même date) ou la Hijo Plantation Inc., principal partenaire de la Del Monte. Ce sont là des chiffres d'autant plus surprenants qu'à l'inverse, en Amérique latine, la United Brands s'est en général systématiquement refusée à se lier à des sociétés de si forte taille et a toujours préféré autant que possible passer ses contrats d'approvisionnement avec des exploitants relativement modestes gérant quelques dizaines, rarement plus de la centaine d'hectares. On est, il est vrai, aux Philippines dans une toute autre ambiance que celle des zones de plantations américaines où les grandes compagnies bananières se sont trouvées jusqu'à une date récente contraintes d'assumer l'essentiel des investissements productifs en plus de leur responsabilité première de transporteurs et de commerçants, faute de pouvoir se décharger de ce travail sur des capitalistes locaux, voire des investisseurs étrangers. Ici au contraire, passés les premiers moments où l'on avait avec intérêt et circonspection suivi les initiatives de la Standard, on n'avait pas eu trop de difficultés à se découvrir de possibles partenaires et les exportateurs les plus tardivement attirés par le pays, les plus mal placés apparemment, puisqu'ils ne pouvaient se prévaloir d'un potentiel agricole préexistant, n'eurent pas dans l'ensemble de peine à s'établir. Le développement des plantations dans l'île de Mindanao en fut nettement stimulé (figure 42).

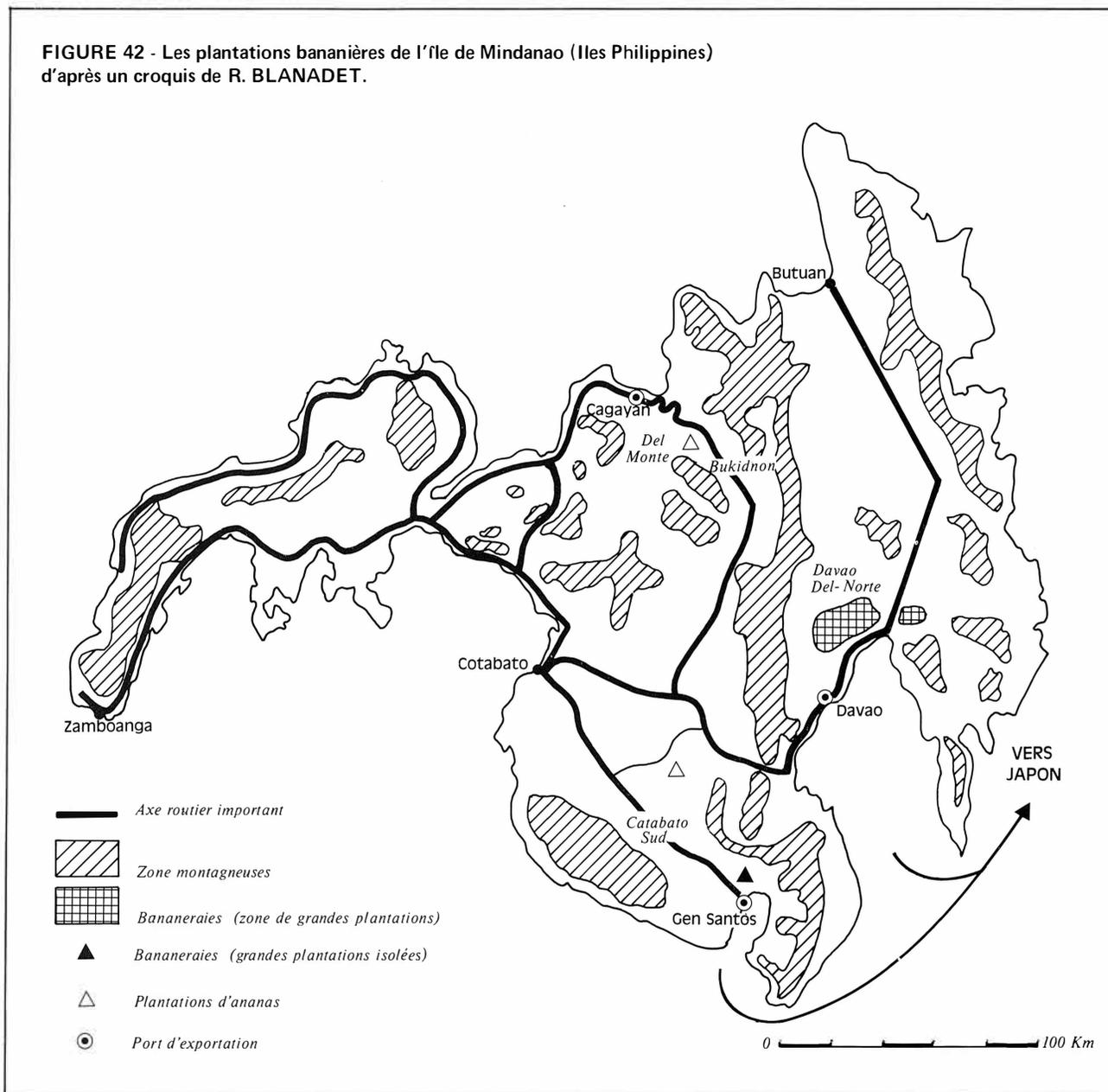
TABLEAU 59 - Les débuts de la spéculation bananière aux îles Philippines (1970-1974)

hectares	Fin 1970	Fin 1972	Fin 1974
STANPHILCO	3.200 (1.800)	5.300	6.000
Phil. Pack. Co	2.000 (1.000)	4.200	5.400
T.A.D.E.C.O./United Brands	1.000 (200)	2.300	4.100
Davao Fruit Co/Sumitomo	-	2.700	2.700
Divers	-	600	3.200
Surface plantée totale	6.200 (3.000)	15.100	21.400
TOTAL exporté dans l'année (en tonnes)	54.860	336.800	668.922

(estimations ; chiffres arrondis ; sources : FAO/NEDA).

N.B.- Les premières exportations (de la Standard) sont de la fin de 1968. Pour 1970, entre parenthèses : surfaces en production. Noter la croissance des rendements commerciaux : 18 à 22 tonnes pour 1970 et 1972 ; 31 tonnes pour 1974 !

FIGURE 42 - Les plantations bananières de l'île de Mindanao (Iles Philippines)
d'après un croquis de R. BLANADET.



Très vite cependant l'évolution de la conjoncture internationale vint tempérer les enthousiasmes. Certes quatre ou cinq ans seulement avaient suffi pour que les Philippines s'imposent comme le principal pourvoyeur du marché japonais et assurent à elles seules pratiquement les trois quarts de la consommation de l'archipel, mais dès 1971-1972 celle-ci avait atteint son maximum, pratiquement le million de tonnes, et s'était brutalement stabilisée. Elle avait même amorcé des 1975 un léger repli et était de ce fait retombée avec la fin de la décennie aux alentours de 800.000 tonnes. Or il n'est guère pour les Philippines, dans

l'état actuel des choses, d'alternative commerciale sérieuse d'autant plus que sur tous les marchés secondaires plus ou moins récemment apparus dans l'Asie du Sud-est, elle se trouve en concurrence avec quelques nouveaux venus tels la Malaisie, la Thaïlande ou même l'Union indienne. C'est pourquoi après le maximum de 1975, plus de 750.000 tonnes, le ralentissement de l'exportation apparaît aussi net tandis que la part des Philippines dans les importations japonaises passe régulièrement à partir de là les 85 p. 100. Elle atteindra même 88 p. 100 en 1978 (707.000 tonnes).

Si l'on se souvient que cette même année la part de Taiwan était ici de 9,3 p. 100 (75.000 tonnes), on constatera qu'à cette date le marché asiatique de la banane avait pratiquement reconquis son autonomie, alors qu'en 1970 l'Equateur avait à lui seul livré près de 60 p. 100 des fruits consommés par le Japon. Les importations de celui-ci, fort modestes à l'origine puisqu'elles n'atteignent pas en 1937 les 150.000 tonnes, ont donc vivement progressé en vingt années seulement mais sans amener finalement la spectaculaire redistribution des courants commerciaux qu'avait pu faire craindre l'intermède équatorien (1970-1972), ni stimuler la diffusion géographique de la culture bananière dans l'Ouest-Pacifique que l'on avait espérée ou supposée. Ainsi, à l'écart des grands foyers permanents de la spéculation fruitière en Amérique centrale, trente à quarante ans après le lancement de la production équatorienne, s'exprime encore la forte propension de la spéculation bananière à se concentrer spontanément sur quelques centres privilégiés à partir desquels elle peut rayonner sur le Monde. Peut être après tout faut-il chercher là l'une des raisons de l'échec du continent africain en la matière. Car le cloisonnement des marchés à indiscutablement stimulé dans ce cas la dispersion des efforts et l'éparpillement des moyens au lieu d'inciter, ce qui eut été plus logique, à la cohérence des projets et à la rigueur de la gestion.

Producteurs dispersés d'Asie et d'Océanie.

Par opposition ils apparaissent souvent parfaitement négligeables mais leur rôle historique ou actuel, même géographiquement localisé, est suffisamment important pour que nous leur consacrons malgré tout plus que de rapides mentions. Certains sont en effet susceptibles de connaître de notables développements ultérieurs bien que la tentation soit pour eux souvent plus forte de donner dans l'immédiat la préférence à leur marché intérieur plutôt que de rechercher la confrontation internationale. On regrettera sans doute que le choix que nous avons fait à priori de n'évoquer que les pays exportateurs, nous oblige ici à passer sous silence le cas fort original de l'Australie, uniquement parce que ce gros producteur se borne pour le moment à assurer la satisfaction de ses besoins nationaux et que pour ce faire les bananes du Queensland ou de la Nouvelle-Galles du Sud n'ont aucune raison valable d'emprunter, comme les fruits canariens, les circuits du transport maritime. Mais on comprendra sans peine que l'on ait éprouvé le besoin de délimiter strictement un sujet d'étude déjà fort vaste en se recommandant par précaution des normes de classement de la FAO dont on a déjà signalé les fréquentes anomalies. C'est pourquoi l'Australie n'apparaîtra au mieux dans les lignes qui suivent que comme l'un des plus anciens clients de la production fidjienne et ceci bien que la santé de son économie bananière soit actuellement plus évidente que celle de ce vieil exportateur. Il n'y a assurément dans cette façon de présenter les choses aucune volonté de paradoxe.

Aux postes avancés de la culture bananière d'exportation dans l'hémisphère Nord : Israël et les petits producteurs de la Méditerranée orientale et du Proche-Orient.

Nous sommes avec Israël et le Liban aux limites de la frange subtropicale où le bananier parvient encore à fructifier en pleine terre, sous certaines conditions, dans l'hémisphère Nord. Et pourtant il faut constater que nombreux sont les pays qui, aux frontières de l'Asie et de l'Afrique, se sont intéressés ou s'intéressent encore à cette culture, ont figuré ou figurent encore dans les palmarès de l'exportation mondiale malgré l'extrême modestie bien sûr des tonnages concernés. Ainsi J. CHAMPION estimait-il à 2.582 hectares en 1948, à 3.360 hectares en 1952, l'étendue des terres que l'Egypte consacrait à la banane, et A. COMELLI évaluait-il les plantations israéliennes à un millier d'hectares en 1952, à 1.450 hectares en 1955, à 2.000 hectares en 1959. Sans doute faut-il constater qu'en raison de la consommation locale, les expéditions n'ont finalement qu'assez peu de rapport avec l'importance des surfaces en cause (celles du moins que l'on parvient à apprécier), mais il est intéressant de noter que pour l'immédiat après-guerre figurent ainsi dans les statistiques de la FAO, aux côtés des grands exportateurs que nous connaissons, la République Arabe Unie et le Soudan, la Syrie et le Liban, la Jordanie et Israël (tableau 60).

Parmi tous les territoires concernés ici par cette production spéculative dans l'immédiat après-guerre, ce dernier a évidemment une place à part puisque c'est celui qui enregistre les variations d'activité les plus spectaculaires, celui également qui obtient les meilleurs résultats dans la seconde moitié des années 1960 où les chiffres globaux de l'exportation régionale apparaissent les plus élevés. Après des débuts relativement précoces (les premières plantations sont attestées dès 1922), la culture bananière avait connu en Palestine un certain succès qui lui avait permis d'occuper déjà vers 1945-1946 à peu près 900 hectares essentiellement dans la vallée du Jourdain, autour du Jericho et sur les bords du lac de Tiberiade. Mais la partition du territoire avait finalement laissé à la Jordanie en 1948 une part importante de la zone mise en valeur et Israël n'avait pu à partir de là développer son potentiel agricole qu'en poussant la culture en direction de la plaine littorale, d'ailleurs plus favorable, soit dans les environs immédiats du port de Haïfa, soit dans le nord à proximité de la frontière libanaise. C'est ainsi que l'on parvint en 1960 à un maximum de 2.000 hectares et que l'on put lors de la campagne 1966-1967, porter les exportations (vers la Grèce, Chypre, Malte ou la Yougoslavie) aux alentours de 20.000 tonnes soit à peu près 40 p. 100 des fruits récoltés. Le reste était aisément écoulé sur le marché intérieur où le niveau de consommation par tête était l'un des plus élevés que l'on connaisse : 14 kg en 1959-1960, selon R.J. TICHON, mais 22 kg pour la ville de Tel-Aviv !

Dès 1967 cependant le souci de maintenir le revenu des exploitants devait amener la Fédération locale des planteurs de bananes qui effectuait 95 p. 100 de la production

TABLEAU 60 - Les exportations de l'Afrique du Nord-est et du Proche-Orient (1955-1977).

milliers de tonnes	1955	1957	1959	1961	1963	1965	1967	1969	1971	1973	1975	1977
Israël	0.9	1.0	2.0	13.8	17.7	17.2	21.3	7.4	11.6	1.0?	1.0	0.9
Liban	9.9	10.8	12.8	16.4	12.8	9.1	10.0	6.5	9.1	9.0	9.0	1.0
Syrie	0.7	0.2	0.1	?	-	-						
Jordanie	5.8	2.4	2.6	2.2	3.0	4.7	5.2	6.8	2.1	2.0	2.4	?
R.A.U.	0.2	1.7	2.9	1.1	1.1	0.7						
Soudan	-	0.8	0.6	0.6	0.4	0.9						
TOTAL	18.5	16.9	21.0	34.1	35.0	32.6	36.5	20.7	22.8	12.0	12.4	1.9 ?

Noter la remarquable continuité des exportations libanaises et les fortes variations d'activité enregistrées par Israël. Absence de données statistiques concernant la R.A.U. et le Soudan à partir de 1966.

nationale, à prendre l'initiative d'une réduction volontaire de 20 p. 100 des surfaces plantées par ses adhérents ; mais si de notables gains de productivité permirent malgré tout de dégager à partir de là des tonnages analogues à ceux des années précédentes, il fallut en fait bientôt se résigner à abandonner à la concurrence la plupart des positions extérieures que l'on avait auparavant occupées en Méditerranée orientale. Car le caractère artificiel de la culture bananière commerciale en Israël, véritable prouesse technique vu la latitude anormalement élevée de ses plantations (nous sommes entre 32 et 33° N), ne lui laissait pas la moindre capacité de résistance dès lors qu'un pays comme l'Equateur, par un souci légitime d'émancipation économique, s'efforçait de trouver en Yougoslavie (à partir de 1968), en Grèce et en Lybie (à partir de 1969) les moyens de briser la tutelle de l'exportation étrangère. Ainsi l'arrivée massive des fruits américains sera-t-elle à l'origine directe du repli apparemment définitif de la production israélienne sur son marché national. Quatre à cinq ans lui avaient suffi à partir de 1959-1960 pour qu'elle révèle au monde l'efficacité de ses méthodes de travail et il ne lui aura pas fallu beaucoup plus de temps finalement pour qu'elle renoue à partir de 1973 avec ses modestes performances commerciales des premières années 1950 : 900 à 1.000 tonnes, au plus.

Aux limites extrêmes de la diffusion géographique de la bananeraie commerciale : les îles et archipels de l'Océan Pacifique.

Ce ne sont jamais de gros producteurs car la spéculation bananière a en général trouvé plus ou moins vite ailleurs des milieux plus favorables à son expansion, et des rivaux plus entreprenants les ont souvent rapidement contraints à borner leurs ambitions quand, valorisant leur position, ils ont pu les premiers répondre aux sollicitations d'un marché encore mal établi. Ainsi les Hawaï durent-elles renoncer à exporter vers les villes californiennes devant la concurrence des fruits originaires des plaines occidentales de l'Amérique centrale, les Ryu-Kyu furent-elles amenées à abandonner finalement leurs clientèles japonaises

aux exportateurs formosans; et les Fidji se trouvèrent-elles bientôt contraintes à rechercher ailleurs qu'en Australie un débouché à leur production bananière. Pourtant, comme dans la Caraïbe, nous trouvons au voisinage immédiat des grands foyers de consommation péri-Pacifique (les Etats-Unis, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande), certaines des plus anciennes zones de production commerciale connues et même la plus fâcheusement célèbre d'entre elles puisqu'ainsi qu'on l'a déjà noté, c'est aux Fidji que se sont pour la première fois manifestés quelques-uns des plus graves fléaux de la spéculation fruitière : Bunchy top, le mal de Sitagoka et la récente «Sigatoka negra» dont on mesure chaque jour un peu plus la nocivité.

De tous les territoires qui ont fait ici une place importante à la spéculation bananière, c'est en tout cas les îles Fidji qui montrent la plus longue réussite et obtiennent incontestablement les meilleurs résultats si l'on met à part deux ou trois années à la veille de la seconde guerre mondiale où les Samoa parviennent à leur ravir très fugitivement la meilleure place dans les exportations régionales. On avait en effet trop exclusivement misé jusque vers 1925 sur la capacité de développement du marché australien pour que la soudaine décision des autorités politiques de réserver strictement désormais celui-ci aux producteurs nationaux n'ait pas été à l'origine de graves difficultés pour ses fournisseurs étrangers traditionnels. Il en résultera donc un rapide déclin des exportations qui tombent de 11.500 tonnes en 1925 et 1926, à 3.500 tonnes en moyenne pour 1930-1931 (moins 70 p. 100), mais se redressent à un peu plus de 7.000 tonnes en 1932 avant de se stabiliser finalement de 1933 à 1938 aux environs de 6.500 tonnes. On avait ainsi incontestablement su éviter le pire, bien que ce remarquable rétablissement n'ait été en réalité possible qu'au prix d'un changement radical dans le contenu sociologique du groupe des planteurs intéressés. C'est alors en effet que la culture bananière définitivement abandonnée par les colons d'origine européenne qui lui avaient imposé une certaine intensivité, se trouve immédiatement récupérée par la société indigène et devient ce qu'elle est restée depuis une affaire de petits planteurs valorisant de façon parfois

sommaire les meilleures terres de leurs exploitations, des zones alluviales en général.

C'est donc dans ces conditions très largement renouvelées que s'effectue après la seconde guerre mondiale la relance de la production bananière aux îles Fidji. Orientée cependant désormais vers la satisfaction des besoins du marché néo-zélandais, elle entre directement en concurrence avec les fruits provenant des Samoa occidentales et des Tonga. C'est sans doute pourquoi après de brefs succès commerciaux dans la première moitié des années 1950 (12.200 tonnes sont encore exportées en 1955), elle se signale à partir de là par des résultats de plus en plus modestes : 10.400 tonnes en 1957, 6.900 en 1963, 2.500 tonnes seulement en 1959, moins de 1.000 en 1975 ! Le déclin de l'exportation fidjienne est donc trop régulier, trop largement étalé dans le temps, pour qu'on puisse l'attribuer à un événement aussi tardif, aussi « accidentel » que l'apparition de la Sigatoka negra. On s'aperçoit ainsi que plus que telle ou telle cause particulière, c'est l'ensemble du contexte technique et humain, dans lequel la spéculation bananière a tenté ici de se survivre depuis la dernière guerre mondiale, qui est le responsable essentiel de cette lente mais inéluctable régression.

C'est pourquoi, malgré la charge financière imposée par un fret maritime assez élevé, des fruits équatoriens sont parvenus, dans les années 1960, à s'immiscer fréquemment sur le marché néo-zélandais et y ont trouvé constamment le meilleur accueil en raison d'une qualité sinon toujours plus évidente, au moins beaucoup plus régulière. Car la faible taille moyenne des exploitations fidjiennes, leur trop grande dispersion et l'insuffisance des soins accordés au transport, le peu d'intensité en général de leurs méthodes de culture, la fréquence relativement élevée des cyclones et des inondations, la variété enfin des maladies et parasites de la plante, ne créaient certainement pas les conditions idéales indispensables à l'obtention des beaux fruits de plus en plus recherchés par les consommateurs. On comprend dans ces conditions que le développement récent de la Sigatoka negra ait pu précipiter les choses en ajoutant à tant de causes de faiblesse, la charge de ce nouveau problème ; et l'on ne s'étonnera pas que le poids de l'Océanie soit aujourd'hui si faible sur un marché mondial toujours fortement dominé par la production américaine.

Car après plus d'un siècle maintenant d'expansion de la spéculation bananière à la surface du Globe, c'est encore l'Amérique qui livre l'essentiel des tonnages distribués par le commerce international, qui alimente les principaux

courants d'échange intéressant ce fruit dans l'Atlantique Nord ou le Pacifique oriental. Ni l'Afrique, avant 1960, ni l'Asie depuis cette date, ne sont en effet parvenues à entamer sérieusement le monopole qu'elle s'est depuis longtemps assuré en ce domaine grâce à l'action efficace de quelques grandes sociétés au rayonnement multinational alors qu'elle a dû au contraire renoncer relativement très vite à l'exclusivité que lui assurait naguère une production cacaoyère de qualité, ancienne et parfaitement autochtone. On peut donc se questionner au terme sur les raisons de cette exceptionnelle permanence. Certes la proximité du marché des Etats-Unis a contribué à fixer ici très tôt une grande zone de production. Certes la culture bananière commerciale a trouvé incontestablement dans l'Amérique moyenne les conditions naturelles les plus propices à son développement, à l'époque surtout où le maintien de cette activité dépendait essentiellement de son aptitude à coloniser de nouveaux espaces. Certes enfin la précocité de l'établissement de quelques gros foyers de production a ensuite permis à la zone américaine de tirer profit de l'amélioration des techniques en matière de transport maritime des fruits, pour tenter de s'annexer les uns après les autres tous les grands foyers de consommation apparus dans le Monde depuis le début du siècle.

Mais il est évident que ce remarquable résultat n'aurait jamais été probablement obtenu sans l'intervention de quelques grands intermédiaires ayant dès l'origine pris en charge de leur propre initiative tant l'effort de prospection et de mise en valeur des zones les plus favorables à la banane que l'établissement des premiers circuits commerciaux et la gestion du potentiel de transport lourd indispensable. Ainsi quoi que l'on puisse penser de cette « association », il est indiscutable qu'elle est la véritable clé du succès prolongé de la production bananière américaine. C'est pourquoi sans doute malgré les efforts récemment développés un peu partout pour parvenir à établir des rapports moins inégaux entre les partenaires, jamais la tension n'a atteint le niveau de rupture, jamais l'un ou l'autre des intéressés n'a osé déchirer le « contrat » tacite qui les lie. Car en dépit de toute l'animosité accumulée à l'occasion de cette longue « collaboration », en dépit des périodes de tension qui de loin en loin révèlent l'importance du contentieux existant, aucun gouvernement ne s'est encore aventuré à paralyser totalement la liberté d'action des compagnies, aucun président-directeur général n'a encore pris l'initiative, même dans les moments les plus difficiles, d'un désengagement total tant sont évidents les avantages de la position. C'est bien assurément la preuve que les uns et les autres ont une claire conscience de leurs intérêts et des limites qu'il convient, dans l'état actuel des choses, de ne point transgresser.

à suivre.